

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 66

septembre 87 / 14 fr.

**La droite en quête
d'un présidentiable providentiel**



La FEN au tournant



LE BRESIL SUR LA CORDE RAIDE



ETA : Réflexions sur un attentat



Droit et sandinisme



L'Internationale et l'autre



RESTRUCTURER LA SOCIETE INDUSTRIELLE

Une contribution de Christian Schmidt

porte-parole des Grünen



L'âge du capitaine

La droite, qui étrangle sans scrupule les retraites, ne se soucie de la vieillesse qu'à propos de l'âge du président. Eloquent symbole du niveau politique de cette rentrée, dernier virage avant la ligne droite vers la présidentielle. Ne rien dire, ou seulement de sibyllines « petites phrases », afficher une figure impavide et, tout en dessous de table, décocher coups de pied et crocs-en-jambe : telle est, dans notre société médiatisée, la recette infallible du présidentiable moyen. Le Pen y déroge, qui préfère occuper, seul mais envahissant, le créneau de la vulgarité.

Du coup, on causera davantage de la petite culotte de Madonna que de l'endettement du tiers monde. L'indépendance de la Kanaky, la montée du racisme, le chômage, la misère et la destruction de

l'environnement, voilà autant de problèmes mineurs qui méritent à peine d'être évoqués, au regard de la préoccupation majeure de l'heure : l'âge du capitaine !

Dans ce numéro de *Critique communiste*, bien sûr, et comme à l'habitude, nous ne jouons pas le jeu. Ce qui nous intéresse, nous, ce sont précisément les vraies questions. Les ambitions et divisions de la droite dans la perspective de la présidentielle, les projets de la FEN, la dette du Brésil, le débat au sein des Grünen autour d'un « Programme à court terme contre le chômage, la misère et la pollution » et quelques autres fariboles de la même eau...

Bref, si on l'âge de ses luttes, de quoi rester jeune longtemps !

La droite en quête d'un présidentiable providentiel

Pas d'habits neufs pour le candidat

François DIETRICH

Comme sœur Anne, la droite française ne voit rien venir. La crise globale du capitalisme dans laquelle il s'est enfoncé au milieu des années soixante-dix dure et perdure. Chaque espoir de reprise venue d'outre-Atlantique ou de RFA est aussitôt démenti par les perspectives déprimantes de l'OCDE, qui ne prévoient que la production qui stagne et le chômage qui croît. Depuis dix ans, la droite politique issue du gaullisme s'efforce de naviguer, vis-à-vis des travailleurs, entre la carotte et le bâton pour leur faire payer la note, plus ou moins en douceur. Mais les demi-mesures ne résolvent rien, et l'économie française reste à la traîne. Et voici que, profitant de ce piétinement, la droite classique ultra-réactionnaire, aiguillonnée et fécondée par les non moins classiques tenants de solutions fascistes, vient encore compliquer la donne en la personne du Front national. En cette rentrée de septembre 1987, n'y aura-t-il donc pas un sauveur suprême pour la présidentielle de 1988 ?

La multiplicité des candidatures présidentielles à droite ne reflète pas seulement l'entrechoquement des ambitions personnelles, mais un problème profond d'orientation générale. On peut le résumer ainsi : d'un côté, les solutions musclées sont désormais marquées par l'étiquette infamante du Front national. De l'autre, les solutions « centristes » sont satellisées par le Parti socialiste qui a rangé au vestiaire, et pour longtemps, toute perspective de « changement ». Voici chaque leader de la droite partagé entre chacun de ces écueils, menacé de se heurter à l'un ou à l'autre au fil de ses déclarations. Comment se doter d'une personnalité politique suffisamment originale, pourvue de suffisamment de moyens pour échapper à l'un ou à l'autre, ou en tout cas arriver à manœuvrer savamment de l'un à l'autre sans que cela ne se voie trop ?

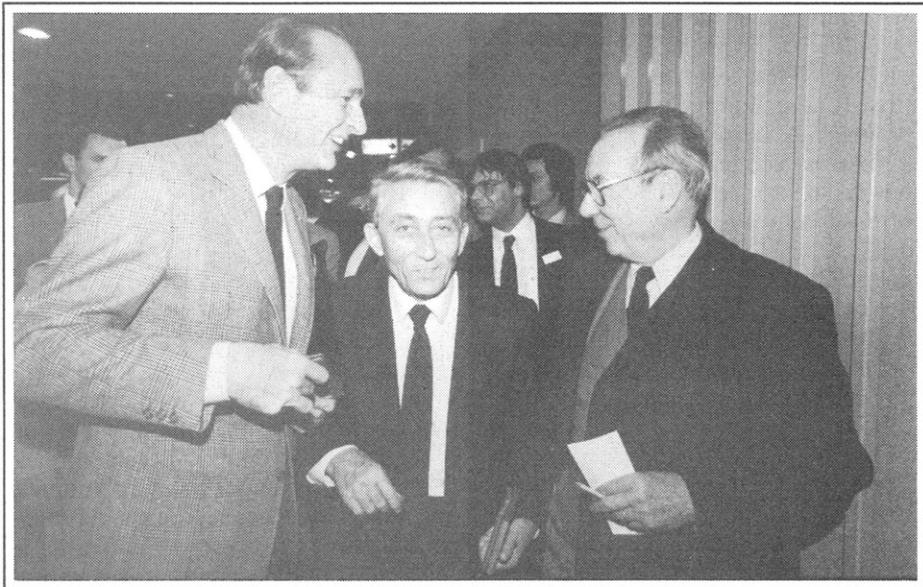
Trente ans après

Politiquement et institutionnellement, en 1958, la classe politique bourgeoise devait résoudre une équation présentant certaines analogies avec le présent. D'un côté, les restes du « parti colonial », les « petits Blancs » d'Algé-

rie, une armée ulcérée par l'effondrement de l'ancien Empire, le mouvement poujadiste à l'Assemblée. De l'autre, une classe ouvrière remise de l'après-guerre, un Parti communiste omniprésent et une gestion de l'Etat sans âme ni projet par la vieille SFIO.

Il fallait bien un de Gaulle, personnage contradictoire et sinueux, adepte des « circonstances » mais déjà légendaire, archaïque mais visionnaire, autoritaire féodal tenant d'une démocratie référendaire, militaire civil, anti-communiste résolu mais incarnation de la Libération contre le nazisme et Vichy. Lui saurait, et pourrait, réformer les institutions sans révolution, passer de l'Algérie française aux accords d'Evian, tenir en laisse les secteurs les plus réactionnaires tout en isolant le PCF, mater les revendications ouvrières tout en assurant la progression du niveau de vie.

Mais, outre que n'est pas de Gaulle qui veut, le dernier point marque toute la différence. 1958, c'est, au-delà d'une récession conjoncturelle, le plein essor de l'expansion du capitalisme, reconstruisant sur les ruines du conflit mondial, rattrappant et dépassant le niveau d'avant-guerre des forces productives. L'invasion des autoroutes et des automobiles, des réfrigérateurs et des



Le chiraquisme : ni pain ni rêve.

téléviseurs va « compenser » à la fois la fin de l'époque coloniale et la défaite politique du mouvement ouvrier en mai 1958. La victoire politique du gaullisme, permettant le rétablissement et la continuité de l'Etat bourgeois et de ses institutions, un temps vacillantes, est obtenue en contrepartie d'une amélioration significative du niveau de vie et de l'irruption de la « société de consommation ». Certes, la répartition fort inégalitaire des fruits de la croissance aux dépens des travailleurs et l'impossibilité pour la bourgeoisie d'adjoindre au « boom » économique une part de rêve pour la jeunesse, une perspective historique mobilisatrice, déboucheront sur Mai 68... Exemple inquiétant pour l'ensemble du système bourgeois d'une crise révolutionnaire succédant à une phase d'expansion. Mais, même là, la bourgeoisie disposait encore d'une marge de manœuvre économique substantielle qui lui permit de sortir de la crise par les accords de Grenelle et la réouverture des pompes à essence. Deux décennies plus tard, les dirigeants bourgeois, même s'ils ne sont pas pressés par des échéances politiques et sociales explosives, n'ont plus en main d'aussi forts atouts.

Le chiraquisme : ni pain ni rêve

Comme dans la carmagnole, monsieur Chotard l'avait promis : le libéralisme, ce serait en quelques mois quatre cent mille chômeurs de moins, en particulier grâce à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il n'aura pas fallu trois mois au gouvernement pour que Philippe Séguin annonce sans ambages que les deux mil-

lions et demi de chômeurs constituent pour des années un volant quasi incompressible. Balladur promettait monts et merveilles ; l'INSEE enregistre une croissance asthmatique de 1,3 % et vingt-cinq milliards de déficit commercial¹.

Les idéologues « libéraux » chantaient la fin de l'étatisme socialiste, des rigueurs administratives, le retour à un capitalisme originel qui, comme dans les westerns de John Ford, permettrait à chacun de tenter sa chance et d'avoir sa place pour peu qu'il retrouve ses manches. Oui, à condition de ne pas se retrouver dans le rôle de l'Indien. Or la jeunesse des mobilisations de l'hiver 1986 et les grévistes de la fonction publique ont vite compris que, dans le scénario chiraco-balladurien, rares seraient les heureux pionniers et nombreux les laissés-pour-compte. L'idéologie libérale, maquillée en un égalitarisme basé sur une concurrence « loyale », est vite apparue comme l'enrobage de la vieille loi du plus fort.

Pour ceux qui en douteraient encore, le tandem Pasqua-Pandraud, Buffalo Bill spécialisés dans la lutte contre les Indiens basanés et les subversifs, annonce la couleur pour ceux qui seraient tentés de trouver le remake mauvais. Bref, le « libéralisme », qui était le seul air de jeunesse du personnel politique chiraquien, s'est évaporé. Désormais, il ne reste plus rien que la gestion besogneuse d'une crise ingérable. Dans une époque où l'exercice du pouvoir n'a jamais usé aussi vite les équipes politiques privées de tout projet mobilisateur à long terme, Chirac a été piégé entre Barre et Mitterrand, chacun trop heureux de n'avoir pas trop à dire parce que pas trop à faire...

Englué dans la gestion gouvernementale, tentant de ramener la disci-

plaine ministérielle menacée par l'abcès de fixation du Front national, le présidentiable Chirac est, de quelque côté qu'il se tourne, comme une mouche qui se cogne aux carreaux. D'un côté on veut jouer la concertation, satisfaire les clientèles électorales, arbitrer. Mais, de l'autre, il faut rassurer l'électorat de droite, se démarquer de Mitterrand, assumer le quotidien de la crise. Du coup, ça énerve, et le naturel de revenir au galop : « coup de gueule » homérique et inattendu contre la « gestion socialiste » à Périgueux, au milieu des voyages d'été², acceptation des alliances locales avec le Front national à la suite de l'élection de Grasse. Bref, Chirac n'arrive pas, malgré les cours de maintien politique distribués par son entourage, à se glisser dans la peau d'un président « au-dessus des partis ».

L'abcès de fixation du Front national

Les idées du Front national, elles sont largement partagées à droite. C'est dans la campagne des municipales de 1983 que la démagogie « sécuritaire » et anti-immigrés a battu son plein au sein de la droite classique. Le Pen n'a fait que reprendre les thèmes en charge, ayant l'avantage de la cohérence dans le discours. Mais son passé est encombrant, ses amis pas nets, et il a trop tendance à inciter ses admirateurs à passer de la théorie à la pratique. A coup sûr, la démagogie raciste anti-Arabs, extérieure comme intérieure, serait un bien commode dérivatif comme le fut hier l'antisémitisme pour le fascisme des années trente. Mais, comme son souvenir est encore trop frais dans la mémoire collective, la ficelle apparaît un peu grosse et risque de susciter des retours de manivelle fâcheux, comme la vague antiraciste qui traverse la jeunesse depuis trois ou quatre ans.

Alors que l'argument de la lutte contre le « totalitarisme communiste » reste encore une des meilleures ficelles, et au moment du procès Barbie, il y a des voisinages qui font mauvais genre. Le « libéralisme » peut-il à la fois promettre la « liberté » et flirter avec Le Pen ? Bref, la question reste entièrement posée : faut-il accélérer l'offensive contre les travailleurs afin de progresser dans la solution, pour le moins réduire la crise, ou faut-il continuer dans la gestion « sociale » qui évite les heurts trop marqués ? Désormais, la question des alliances avec le Front national clive profondément la droite et reflète un désarroi véritable quant à l'avenir. Et la fêlure traverse tous les partis.

L'UDF radical (*sic*) Hervé de Fontmichel célèbre à Grasse « la victoire que souhaite la France profonde » après sa réélection en alliance avec le Front national³. Il est exclu du Parti radical, tandis que François Léotard, qui cherche à faire oublier sa peu reluisante prestation dans l'audiovisuel, déclare la main sur le cœur qu'il se veut l'image d'une « nouvelle génération, plus libre, plus tourmentée », opposée aux conservateurs autoritaires⁵. En conséquence, l'alliance de Grasse a été « une grave erreur ». Mais le même Léotard, toujours le cœur sur la main, n'avait pu cependant se retenir de déclarer, quelques semaines auparavant à Nouméa, que les caldoches accrochés au néo-cononialisme étaient « la flamme de la majorité ». Une déclaration bien imprudente tant il est vrai que le « Caillou » reste un second abcès accroché aux flancs de la droite. Et cela ne l'empêche pas de rester dans le gouvernement de Chirac qui trouve, lui, que les alliances électorales avec Le Pen sont convenables ; pour ne rien dire de Gaudin qui se demande bien comment nouer avec lui une entente lui assurant la conquête de la mairie de Marseille.

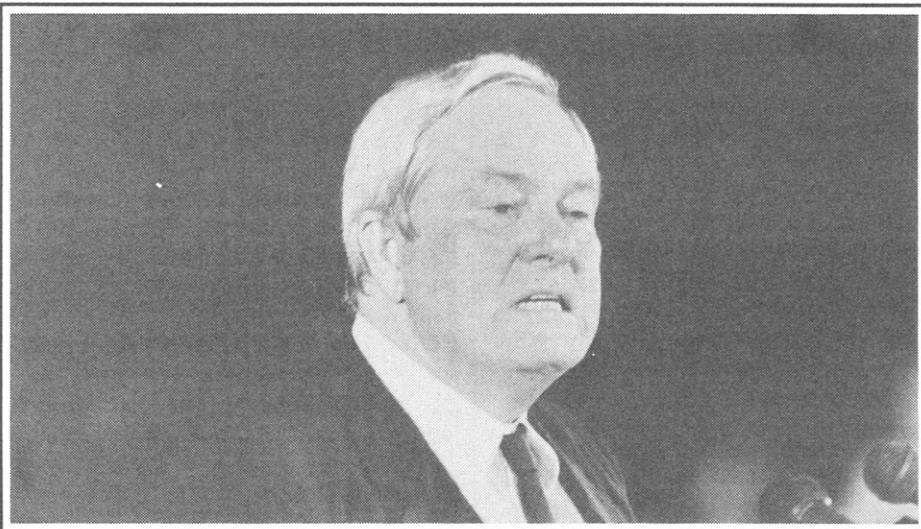
Les députés UDF et RPR qui voyageaient avec ceux du Front national en Afrique du Sud y ont découvert que l'apartheid était aboli⁶. Le bon Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée, sans avoir voyagé, considère aussitôt que « le fait est que l'apartheid continue d'exister en Afrique du Sud ». L'insignifiant Toubon refait l'une de ses déclarations alambiquées de laquelle il ressort qu'il y a du pour et du contre, mais que les socialistes n'ont pas de leçon à lui donner.

Du coup, renchérit Jacques Limouzy, député RPR du Tarn, adepte de la notion au parfum pétainiste des « bons Français », « il est navrant de voir certains de nos amis entretenir des états d'âme dès que M. Harlem Désir a parlé¹¹ ». Mais le ver est-il dans le fruit jusqu'au gouvernement, puisque voici que Michel Aurillac, très RPR ministre de la Coopération, trouve Harlem Désir « modéré et sympathique ». Et, sans aller jusqu'à être d'accord avec lui sur tout le Code de la nationalité, il estime voir « le RPR en parfaite communion d'idées » avec celui-ci « sur la question de l'intégration des immigrés⁸ ». Bien qu'on ne sache guère de quelle sauce intégrationniste il est question, voilà qui ne va pas enchanter Debré monté sur ses ergots pour s'écrier dans *Valeurs actuelles*⁷ qu'il faut supprimer les prestations familiales aux immigrés et que « la société multiculturelle revendiquée par certains est une négation de la France et de la République » dont la culture est désor-

mais « en guerre » avec les cultures du tiers monde. Mais rassurez-vous, braves gens ; pour les candidatures, Debré, Messmer, Limouzy, Aurillac sont d'accord : « y'en a qu'une, c'est Chirac. »

Comme à l'accoutumée, Raymond-la-Science médite. Dans la polémique intra-majoritaire sur le Front national, il est resté silencieux. Ne rien

le discours sécuritaire de beaucoup de professions de foi démocratique et républicaine. De même, d'ailleurs, notons-le au passage, Charles Pasqua qui, le vague à l'âme, se « sent plus proche des communards qui refusaient la défaite de la France que des versaillais » et qui, nous en sommes rassurés, ne se reconnaît « ni dans la droite ni dans la gauche⁹ ».



L'abcès de fixation de la droite.

dire, c'est encore le plus rentable. Mais la voix de son maître, le député de l'Ain Charles Millon, déclare dans une obscure clarté qu'« il faut distinguer de manière très nette les accords [avec le FN] inspirés par des considérations électorales particulières (...) sur le plan local d'une entente sur les questions de fond¹⁰ ». Les très barristes Jacques Barrot, Pierre Méhaignerie, Simone Veil et Jacques Stasi, qui ont expressément dit le contraire à chaque occasion, font remarquer que les accords au niveau des conseils régionaux commencent sérieusement à sortir du cadre des problèmes locaux. Ainsi que le dit Jacques Barrot, « il ne peut y avoir une majorité à géométrie variable, l'une à Paris, l'autre à Grasse⁴ ». N'est-ce pas pourtant déjà la pénible réalité ?

La Tortue et le Jeune Premier

Le candidat Barre échappe-t-il aux incertitudes du moment ? Nullement ! Sur tous les problèmes, économiques, sociaux, culturels, le rythme de tortue de Raymond Barre n'est pas seulement inspiré par l'espoir que la poursuite de la cohabitation finira par discréditer Chirac et Mitterrand. C'est aussi que, sur le fond, on s'orientera en fonction des circonstances : le libéralisme pourra se mâtiner d'un peu d'initiative d'Etat,

En quatre ans de discours au-dessus des partis, le candidat Barre n'a, lui non plus, dégagé aucune orientation suffisamment originale face à ses deux adversaires, Chirac et Mitterrand. Il ne reste que le jeu sur la personnalité bonhomme et rusée, une sorte de mélange d'esprit gaulliste dénonçant le « microcosme » des partis et de notable provincial à la Antoine Pinay : « Barre confiance », disent les affiches. N'est-ce pas un peu court pour redonner à la classe politique bourgeoise la cohésion qu'elle réclame ? Que dire, dès lors, de François Léotard, de ses joggings, de sa misérable loi sur l'audiovisuel entièrement soumise aux nécessités des groupes de pression financiers qui se déchirent pour le partage du gâteau ? A quoi s'est résumée son éphémère candidature à la candidature, sinon à semer un peu plus de confusion dans le « microcosme » et à l'espoir d'une image publicitaire un peu plus jeune et dynamique que celles de Barre et Chirac ?

Dangereuse, parce que faible

La droite est donc divisée et politiquement sur la défensive depuis l'hiver 1986. Mais cette situation doit tout aux luttes déclenchées à la base par les jeunes et les travailleurs des secteurs publics, et rien aux partis de gauche qui,

eux, continuent de ronronner, l'un dans un « recentrage » sans rivage, l'autre dans un sectarisme suicidaire.

Là réside un des atouts des candidats de droite : le PS, usé lui aussi par cinq ans de gestion, passé du « changement » au réalisme fabiusien, n'a plus à offrir de perspectives crédibles. Concurrer la droite sur le terrain du centre en utilisant le Front national comme l'autre partie de la tenaille, voilà la grande idée de l'heure. Mais à trop vouloir jouer à rassembler « au centre », on finira par donner l'idée à une frange électorale, suffisante pour faire les majorités, de voter carrément au centre, et pour ceux qui s'en font les champions... de droite. En outre, on joue avec le feu, c'est-à-dire avec le Front national, rassemblement hétéroclite de fascistes bon teint et de notables aux nostalgies pétainistes, mais qui devient au fil des mois un véritable groupe de pression bousculant la droite classique et l'infiltrant par toutes ses failles.

Car, divisée, la droite n'en est pas moins active : les attaques contre la Sécurité sociale, le droit de grève, l'étranglement des salaires, la mise au point de dispositifs répressifs plus sophistiqués encore au nom de l'« antiterrorisme », le racisme déguisé sous la réforme du Code de la nationalité... Tout cela, faute d'adversaire sérieux à gauche, suit son chemin au milieu des contradictions et des interrogations.

Même si c'est à crédit, les travailleurs payent la note de la crise capitaliste. Que celle-ci connaisse des coups d'accélérateur et toute la droite, tous ces secteurs qui sont tous traversés par les mêmes tentations lepénistes seront tentés d'exiger un paiement plus rapide. Les manœuvres subtiles, les discours en demi-teinte ne seront plus d'une grande utilité.

Ce dont le mouvement ouvrier dans son ensemble a besoin, c'est d'une alternative globale, cohérente, sérieuse à la crise capitaliste. Elle seule pourra, au demeurant, aviver vraiment et en profondeur les contradictions de la droite politique. La vieille gauche y a renoncé ? Pas nous. Et nous ne sommes pas les seuls, ni dans les forces militantes du mouvement ouvrier, ni surtout parmi la masse des travailleurs et des jeunes, à la recherche d'une perspective. Cette force potentielle doit se cristalliser et se faire entendre.

François Dietrich

1. *Le Monde* du 10 juillet 1987.
2. *Le Monde* du 29 juillet 1987.
3. *Le Monde* du 14 juillet 1987.
4. *Le Nouvel Observateur* du 24 au 30 juillet 1987.
5. *L'Événement du jeudi* du 23 juillet 1987.
6. *Le Monde* du 14 juillet 1987.
7. *Valeurs actuelles* du 10 août 1987.
8. *Le Journal du dimanche* du 23 août 1987.
9. *Der Spiegel* du 13 juillet 1987.
10. *Quest France* du 31 juillet 1987.
11. *Le Monde* du 16 juillet 1987.

LES DIX ANS DES CAHIERS DU FÉMINISME

Le 10 octobre, les *Cahiers du féminisme* organisent une grande soirée pour fêter leurs dix premières années d'existence. Films et débats en ouverture de 18 h 00 à 21 h 00, orchestre et ensuite bal jusqu'à l'aube !

Eh oui, déjà dix ans.

Un numéro spécial des *Cahiers* vous rafraîchira la mémoire. Passez vos commandes pour l'entrée à la fête et pour la revue.

Après, plus que jamais, on continue.

Abonnez-vous

La fête aura lieu au Forum de Grenelle,
rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Renseignez-vous auprès des militantes et des militants ou aux *Cahiers du féminisme*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Entretien avec Laurent Batsch

La FEN au tournant

Critique communiste — La FEN a quarante ans. Ton livre, qui porte en sous-titre 1947-1987, montre que, pour sa direction, l'heure est moins aux anniversaires qu'aux projets d'avenir. Où en est, selon toi, sa perspective de grande recomposition syndicale ? Beaucoup pensent qu'un tel projet n'a aucune chance d'aboutir ; n'est-il pas aujourd'hui au point mort ?

Laurent Batsch — Si on conçoit ce projet sur le mode machiavélique, une espèce d'échaffaudage policier, on se perd. Cela ne correspond pas du tout à la méthode de ses promoteurs. Ces derniers ont une vision des rapports de forces, en particulier politiques, et de ce qu'ils estiment être les nécessités du mouvement syndical ; mais, ensuite, leur démarche est fondamentalement pragmatique. Elle combine des initiatives communes aux différentes composantes intéressées en fonction des opportunités liées à l'actualité sociale, le débat plus ou moins formalisé au niveau des cercles dirigeants et l'utilisation des échéances politiques. D'un certain point de vue, là est leur force : ils travaillent dans la confiance, mais ils ne concoctent pas un complot.

Cela dit, il convient de ne pas oublier qu'en 1988 vont avoir lieu les congrès de toutes les confédérations, avec l'élection de nouveaux secrétaires généraux à la clé. L'évolution de FO, après le départ de Bergeron, représente en particulier un gros enjeu aux yeux de la FEN. Quant à la CFDT, ce sont maintenant des fédérations qui sont explicitement impliquées dans le projet. En même temps, pour la CGT, les élections professionnelles de décembre 1987 dans l'enseignement représentent une échéance importante. La grande question est de savoir si la CGT présentera ou non des candidats. Elle a d'ores et déjà lancé un mensuel en direction des enseignants, *IJKL*, et adapté ses structures : des syndicats départemen-

taux éducation nationale qui peuvent lui permettre d'accueillir toutes les catégories d'enseignants. La coïncidence des dates avec les élections prud'homales fait qu'il y aura en tout état de cause une campagne CGT. Une telle situation ne peut qu'alimenter les tentations sortistes au sein de la tendance Unité et action (UA) au sein de la FEN.

Tout cela pour dire qu'il serait illusoire de considérer que le projet de recomposition est enterré. Il va son chemin.

◆ *Le rôle clé que joue aujourd'hui la FEN dans ce projet de recomposition syndicale invite à réétudier l'histoire de cette dernière. Peux-tu préciser comment le problème de l'autonomie s'est posé ?*

L. B. — A l'origine de la FEN il y a, en effet, le choix de l'autonomie syndicale. Celle-ci a incontestablement été facilitée par la cohésion sociale de ce qu'était à l'époque la base de la FEN : les instituteurs. Mais ce fut fondamentalement un choix politique, celui du refus de la scission du mouvement syndical. Ce choix fut exprimé comme tel. La motion de fondation du SNI dit explicitement qu'il ne s'agit pas de s'enfermer dans l'autonomie mais de travailler à la réunification. La proposition d'un congrès de fusion est avancée.

L'identité de la FEN est historiquement solidement ancrée. Son premier pilier, c'est une idéologie très marquée. Il ne faut pas oublier que la FEN, au moment où elle se constitue, c'est pour l'essentiel le Syndicat national des instituteurs (SNI), lui-même organisé dans une profession très homogène formée par les écoles normales héritées de la III^e République, coulée au moule de l'idéologie laïque.

Le second pilier, c'est l'attachement à l'unité syndicale. Pas seulement dans le monde enseignant ; la perspective est



bien de reconstituer le mouvement syndical dans son ensemble. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque il s'agissait d'une idée forte : le mouvement syndical français s'est divisé par deux fois et s'est réunifié par deux fois ; on ne pense pas que la division puisse perdurer indéfiniment.

En troisième lieu, il faut indiquer le droit de tendance, que la FEN a reconnu et codifié pour préserver son unité. Cette réalité a suscité beaucoup de critiques qui ne sont pas toujours pertinentes. Une chose est le droit de tendance, autre chose sa pratique. Cette dernière a considérablement évolué depuis les origines, dans le sens d'un fonctionnement très figé et rigide, qui n'était pas donné *a priori*.

Enfin, il faut souligner la large hégémonie de la FEN sur le milieu enseignant, avec un taux de syndicalisation atteignant 80 % parmi les instituteurs, et une force institutionnelle qui allait lui permettre de développer un puissant secteur d'économie sociale avec ses œuvres et ses mutuelles.

◆ *Ce rappel permet de voir ce qui, depuis, a changé en profondeur.*

L. B. — On peut en effet indiquer plusieurs facteurs de déstabilisation. Tout d'abord, la diversification sociale du milieu. En particulier par la croissance importante des enseignants du second degré et des non-enseignants, qui représentent respectivement 34 % et 26 % du milieu. Ce qui signifie que la culture syndicale de la FEN a connu des transformations fondamentales qui n'ont pas toujours été prises en compte, ou qui l'ont été avec retard. La cohésion idéologique qui, à l'origine, était celle des instituteurs ne constitue plus le même ciment. D'autant que le corps des instituteurs s'est lui-même transformé et diversifié par une féminisation croissante et une multiplication des filières de recrutement et de formation. Réalité que le récent mouvement des instits a bien mis en lumière. A quoi il faut ajouter que la critique de l'école après 1968 a été difficile à digérer par un syndicat qui est resté fortement attaché aux valeurs de l'« école libératrice ».

Le second facteur est l'instauration de la division syndicale dans le milieu enseignant. Si la création du SGEN-CFDT, après 1968, n'a pas été perçue comme une menace grave, les choses ont changé depuis. En particulier avec en 1984 la décision de FO, pour des raisons d'influence dans l'ensemble de la fonction publique, de présenter à grande échelle des candidats aux élections professionnelles, avec l'objectif de s'implanter dans l'ensei-

gnement. En même temps, la CGT manifestait sa volonté de ne pas rester absente de ce secteur. Cette dernière peut s'appuyer sur un sentiment qui existe dans la tendance Unité et action : si, jusqu'en 1973, UA pouvait espérer un possible basculement de la FEN, après c'est plutôt l'idée d'un blocage insurmontable qui domine, et en l'absence de toute perspective d'Union de la gauche les forces centrifuges se trouvent libérées. Bref, le monopole de représentation de la FEN se trouve sérieusement contesté en pratique.

A quoi s'ajoute la perte de crédibilité de l'idéal laïque. 1981-1984 marque une défaite sur ce terrain, qui amène à beaucoup de remises en question. D'autant que la FEN n'a pas vraiment d'explication à en donner. Elle explique que la droite a été trop dure et la gauche trop molle, mais en ce qui concerne ses propres responsabilités elle reste silencieuse. Dans ces conditions, beaucoup d'enseignants peuvent être amenés à se demander s'ils ne se sont pas trompés sur toute la ligne.

Enfin, dernier facteur : la désyndicalisation. Certes, la FEN conserve un taux de syndicalisation très supérieur à la moyenne, de l'ordre de 40 % dans l'ensemble et à son seul compte. Mais ses effectifs connaissent des chutes importantes, le SNI lui-même connaissant des taux parmi les plus bas qu'il ait historiquement connu, et surtout, pour la FEN, à la différence des autres centrales, le problème est tout autant qualitatif : c'est sa place même dans le milieu et ses liens avec celui-ci qui s'en trouvent modifiés.

◆ *C'est en fonction de cette situation nouvelle que s'explique le projet de recomposition de la FEN ?*

L. B. — C'est en fonction de ces tendances de fond qu'il convient d'analyser les racines du projet en ce qui concerne spécifiquement la FEN. Cette dernière voit que le paysage syndical dans l'enseignement tend à s'aligner sur ce qu'il est ailleurs. D'où l'idée que la division syndicale dans l'enseignement est à présent insurmontable et que la mission historique que se fixait à l'origine la FEN est aujourd'hui sans objet. Dans ces conditions, le maintien de l'autonomie n'a plus de justification ; et l'idée que l'avenir de la FEN est à chercher en dehors de celle-ci, dans une recomposition extérieure.

Si le projet surgit à partir de 1986, c'est que le bilan de la période 1981-1986 témoigne d'une accélération des facteurs de déstabilisation indiqués précédemment. C'est l'annonce par Chevènement de l'objectif des 80 %

d'une classe d'âge amenés au niveau bac, FO qui joue la division et la CGT tentée de relayer, c'est la défaite laïque et l'accélération de la désyndicalisation, 1985 étant, de ce point de vue, l'année noire.

◆ *Le projet en question, par définition, dépasse la seule FEN. Qu'en est-il des considérants plus généraux qui lui donnent corps ?*

L. B. — Ce sont en effet les raisons directement politiques qui surdéterminent le projet. On retrouve là le bilan de la période 1981-1986 tel qu'il a été tiré par les cadres syndicaux d'obédience social-démocrate. Le premier élément est le constat que le gouvernement de gauche n'a pas trouvé en face de lui d'interlocuteur syndical fiable ; la pluralité des syndicats, la tentation de la surenchère qui en résulte interdisant à un gouvernement de ce type de prendre appui sur un mouvement syndical fort. Bref, la gestion social-démocrate classique n'aurait pas trouvé sa fonctionnalité à cause de cette absence de relais syndical. Second constat : la gauche social-démocrate a réalisé, à travers cette expérience, son *aggiornamento*, renonçant à la « culture de la rupture » pour celle de la « gestion ». D'où la nécessité de modifier parallèlement les références syndicales.

Enfin, dernière idée, sans doute la plus décisive : le constat d'une distorsion entre les rapports de forces politiques et les rapports de forces syndicaux. Si les premiers sont marqués par un rapport de un à trois en faveur du PCF, la CGT reste la première centrale syndicale. Il s'agirait là d'une anomalie à régler. Le problème est bien celui de la première place dans le mouvement syndical. La CFDT, dans ses heures d'euphorie qui ont suivi 1982, se croyait promise à ce destin. Il lui fallut déchanter après la catastrophe des élections à la Sécurité sociale de 1982. Ensuite, ce fut FO qui se crut en position d'accéder à cette première place. Espoir, là encore, vite déçu. Le problème reste donc entier de comment constituer une force syndicale social-démocrate à vocation majoritaire. D'autant que les mêmes dirigeants vivent assez mal la comparaison avec les autres pays européens. Dès lors que le PS s'affirme comme le partenaire d'un système d'alternance et rompt avec ladite « culture d'opposition », les mêmes considèrent qu'il ne s'agit plus de continuer au plan syndical comme si de rien n'était.

◆ *Ton livre, à partir de la FEN, éclaire la crise d'ensemble du mouvement syndical français. Comment analyses-tu, au*



Dans la revue *Collectif* n° 2, été 87, un dossier sur : « FEN, autonomes... Les enjeux d'une recomposition », avec des articles de René Mouriaux, Pierre Cours-Salies, Laurent Batsch et Pierre-Yves Reberieux.

Collectif
BP 74, 75960 Paris Cedex 20

Abonnement :
tarif normal : 120 F
tarif de soutien : 200 F

regard de cette crise, le projet de recomposition ?

L. B. — L'initiative engagée peut sembler combler un vide et créer une certaine dynamique. Mais cela ne saurait suffire à la justifier. Il convient, au contraire, de souligner trois séries de problèmes. D'abord, je viens de l'indiquer, la démarche a un fondement politique : mettre au sein du mouvement ouvrier la « majorité syndicale » en conformité avec la « majorité politique ». Il s'agit donc d'un épisode majeur de la lutte d'influence entre socialistes et communistes, et non d'un processus de réunification syndicale. Dans cette perspective, la CGT est purement et simplement assimilée aux militants communistes qui dominent son appareil, comme si l'influence communiste avait réduit à rien une série de courants et de traditions du mouvement ouvrier s'exprimant dans la CGT. Cette réduction de la CGT au PCF revient à escamoter la tradition de lutte de classes du syndicalisme français, pour ne plus voir que le stalinisme et promettre le déclin de l'une avec le recul de l'autre.

En second lieu, il faut pointer le paradoxe qu'il y aurait à engager une recomposition sous le signe de l'unité par une scission de la FEN, seule fédération unitaire qui subsiste sur le champ syndical. Certes, les syndicats autonomes peuvent penser en finir avec leur isolement, mais une nouvelle confédéra-

tion, même ralliant des pans entiers des confédérations existantes, ne se traduirait pas par la disparition de ces dernières. Cela signifierait une complication accrue du paysage syndical, et non sa clarification : aux trois confédérations existantes, CGT, CFDT, FO (sans évoquer la CGC et la CFTC), s'en adjoindrait une quatrième. On peut douter que cela constituerait un progrès !

Enfin, le projet repose sur une certaine conception de la finalité du syndicalisme. Les réflexions des autonomes sur ce sujet dégagent une cohérence : l'individualisme comme nouvelle valeur culturelle, qui oblige le syndicat à traiter ses adhérents comme des consommateurs de prestations. En même temps, le climat qui résulte de la période 1981-1986 conduit à rechercher un syndicalisme confédéré « fort et responsable ». Syndicalisme professionnel, syndicalisme de services et syndicalisme d'adhérents : telle pourrait être la devise du projet. Pour ses promoteurs, il s'agit de constituer une nouvelle hégémonie confédérale, et aussi un nouveau type de syndicalisme.

Toutes choses qui témoignent que ce projet, loin d'être une réponse à la crise du syndicalisme, utilise cette crise, au risque de l'aggraver considérablement. Cela signifie aussi que sa réalisation n'est ni inévitable ni souhaitable.

**Propos recueillis
par Francis Sitel**

Le Brésil sur la corde raide

Michel DUPONT

Après avoir cru, durant deux années, pouvoir se reposer sur leurs deux oreilles, les dirigeants des banques engagées au Brésil (c'est-à-dire de toutes les grandes banques européennes et américaines) ont connu, au début de 1987, des réveils difficiles. Le gouvernement brésilien a en effet annoncé en février la suspension du service de la dette extérieure du pays. Quelques mois plus tard, la Citicorp, la plus prestigieuse des banques américaines, faisait sensation en annonçant une perte de plus de 1 milliard de dollars pour l'exercice en cours, provoquée par la constitution de « provisions exceptionnelles » à hauteur de 4 milliards de dollars américains, autrement dit par le passage de certaines de ses créances aux pertes et profits. Les principales banques américaines et britanniques sont en train de suivre cet exemple. Le système financier international, dopé par le déchainement spéculatif qu'ont stimulé, depuis le début de la décennie, les mesures de déréglementation, a pour l'instant résisté à cette nouvelle épreuve de force. La poursuite de cette dernière dans le contexte récessif où entre aujourd'hui l'économie mondiale pourrait bien ne pas être aussi facilement digérée. Le Brésil apparaît comme le pays clé dans le bras de fer qui oppose créanciers et débiteurs à l'échelle mondiale : non seulement parce qu'il détient le record de la dette (106 milliards de dollars !), mais aussi parce que l'instabilité politique consécutive à la sortie des militaires du devant de la scène laisse ouverts bon nombre de scénarios pour l'avenir ; même si le Brésil rentre maintenant dans le rang en commençant à verser les intérêts en retard.

DE l'euphorie à la dépression, puis à l'euphorie, puis au désespoir : l'observateur étranger ne peut manquer de s'étonner devant la brutalité des fluctuations de l'opinion publique brésilienne depuis 1984. Le cycle a commencé lorsqu'un gigantesque mouvement populaire a bousculé le jeu des tractations engagé entre les militaires (résolus à passer la main tant l'illégitimité de leur pouvoir devenait politiquement ingérable) et les politiciens civils de droite. Lancé par l'opposition de gauche à la fin de 1984, le mouvement pour les « *diretas já* » (élections directes tout de suite pour la succession présidentielle du général Figueiredo) n'atteint pas son objectif : le politicien de centre-droit, Tancredo Neves, fut élu en janvier 1985 par un collège électoral restreint où seuls les députés du PT s'abstinrent. Mais l'ampleur inégalée jusqu'alors des manifesta-

tions de rue avait déplacé fortement vers la gauche le centre de gravité du jeu politique, et bien des militants des mouvements populaires attendaient de Tancredo un changement de politique radical.

C'est alors que la maladie et la mort du nouveau président jetèrent la consternation dans le pays, d'autant que son successeur, le vice-président Sarney, est une des plus sinistres figures d'une scène politique pourtant bien fournie en la matière : pilier de toujours du régime militaire, rimailleur médiocre et latifundiaire richissime de l'Etat du Maranhao, un des plus pauvres du Nordeste brésilien.

Appuyé sur une majorité hétéroclite, coalition du Front libéral et du PMDB, allant de la droite libérale de Sao Paulo et Minas Gerais, à la gauche y compris les PC (PCB pro-soviétique, PC do B pro-albanais), mais sans le

PDT de Brizola ni le PT, Sarney a gouverné à vue pendant un an, retardant toute décision importante sur les points essentiels à l'ordre du jour : la réforme agraire, la réforme du Code du travail, la question de la dette, la politique économique. Mais l'aggravation des tensions pour le partage salaires/profits, provoquée par le renforcement continu des syndicats ouvriers (et principalement de la CUT, dirigée par des militants du PT) et l'essor des luttes ouvrières en 1984 et 1985, a entraîné une poussée inflationniste incontrôlable. A l'approche des élections législatives de novembre 1986, le gouvernement ne pouvait laisser pourrir la situation, il promulgua en février de l'année dernière un plan de blocage des prix et des salaires, le plan Cruzado (du nom de la nouvelle monnaie qui remplace désormais le cruzeiro).

L'échec du plan Cruzado

Ce plan était présenté comme l'antithèse des plans traditionnellement préconisés par le FMI (d'où l'appellation de plan « hétérodoxe » que lui attribuèrent ses concepteurs). En effet, au lieu de rechercher un ajustement par le bas, en bloquant les salaires, en réduisant le déficit public et en accroissant l'effort d'exportation pour payer la dette, le plan Cruzado recherchait un ajustement par le haut : casser les reins des anticipations inflationnistes par un blocage très strict des prix, en maintenant le niveau des salaires réels, donc sans provoquer de récession. Cette optique plutôt keynésienne diffère donc profondément des recettes du FMI, d'autant plus que le gouvernement s'appuyait sur la mobilisation populaire pour faire respecter le blocage des prix. Aussi une vague d'enthousiasme s'empara du pays et la popularité du président Sarney remonta spectaculairement. L'inflation qui avait atteint 250 % en 1985, redescend au-dessous de 15 % en rythme annuel pour les six premiers mois de l'application du plan. En même temps, alors que les syndicats avaient prédit une baisse du pouvoir d'achat ouvrier à cause des mécanismes de blocage des salaires — lesquels ne devaient pas bouger avant que l'indice des prix n'aie grimpé de 20 %, seuil à partir duquel seulement était prévu un rattrapage —, c'est le phénomène inverse qui se produit : le blocage est intervenu en fait à un moment où les salaires avaient sans doute « pris de l'avance » sur les prix. Comme, d'autre part, les Brésiliens, quelque peu incrédules devant la stabilité des prix, ont liquidé massivement

leur épargne pour consommer, l'explosion de la demande a accentué encore la reprise économique qui était déjà engagée ; la poursuite de l'accroissement du niveau d'emploi (+ 13,4 % en 1985) augmentait à son tour la masse salariale, ce qui entretenait la croissance. En ce sens, on a pu écrire que « l'ensemble de la logique économique de la nouvelle république tend à permettre une évolution parallèle de la productivité du travail et des salaires dans une logique fordiste¹ ». C'est bien en effet l'idée sous-jacente, cliché du bon sens réformiste : puisque le Brésil a su conquérir une base industrielle sans équivalent dans les pays du tiers monde, pourquoi donc ne pas s'en servir pour répondre aux besoins de la population, donc recentrer la croissance sur l'extension du marché intérieur, au lieu de poursuivre la concentration du revenu et l'extorsion de richesses que constitue le service de la dette extérieure ?

Le gouvernement a su habilement profiter des premiers succès du plan Cruzado pour engranger des résultats électoraux tout à fait inespérés en novembre 1986 : une majorité absolue de députés à la constituante et la quasi-totalité des postes de gouverneurs d'Etat reviennent au PMDB. Mais « l'état de grâce » de cette nouvelle majorité n'aura pas duré plus d'une journée : le lendemain même des élections le plan « Cruzado II » opérait un revirement brutal, avec la libération des prix de cinq cents produits de base et la flambée des taux d'intérêts, annonciatrice d'une politique récessive. Cette véritable douche froide a suscité un mécontentement qui va croissant depuis lors, dans un contexte de polarisation sociale et de renforcement simultané des organisations populaires combattives — la CUT, la CONTAG (syndicat des travailleurs agricoles), le PT, le PDT de Brizola, les Communautés de base de l'Eglise — et de la réaction — notamment des propriétaires terriens, dont l'UDF (Union de défense rurale) a organisé récemment une puissante manifestation à Brasilia.

Des multiples goulots d'étranglement....

L'examen des causes de l'échec du plan Cruzado est hautement instructif parce qu'il révèle la profondeur des blocages qui rendent actuellement chimérique le projet de passage du capitalisme brésilien à un « régime d'accumulation fordiste » inspiré de ceux qui ont prévalu au centre après la Seconde guerre mondiale. Avant d'examiner la question décisive des régimes d'accu-

mulation qu'a connus et que recherche le capitalisme brésilien, on va analyser les trois causes essentielles de l'échec du plan Cruzado : l'offre, les profits, la dette.

L'insuffisance de l'offre de produits industriels et alimentaires est le facteur le plus souvent cité pour expliquer l'échec du plan Cruzado. Cet échec s'est manifesté en effet au bout de quelques mois par l'apparition, puis la généralisation, de pénuries de biens de consommation essentiels (viande, lait, lessive, etc.). Les capacités de production existant début 1986 ne semblent pas avoir été en mesure de satisfaire la demande solvable nouvelle créée par la liquidation de l'épargne des ménages et l'augmentation de l'emploi. Ainsi les ventes de biens de consommation durables progressent de 15,1 % en 1985 et continuent sur la lancée en 1986, alors qu'au cours des années précédentes l'investissement avait connu une chute durable (que la reprise initiée en 1984 n'avait pas interrompue²).

Taux de croissance de la production industrielle

	Biens d'équipement	Biens de cons. durables
1976-80	+ 2,6	+ 11,5
1981	- 17,9	+ 25,2
1982	- 13,4	+ 7,8
1983	- 19,1	- 3,5
1984	+ 12,8	- 4,5
1985	+ 12,3	+ 15,1

Source : J. Cartier-Bresson, article cité.

Malgré l'apparition de ces évidents déséquilibres entre l'offre et la demande, le gouvernement décidait de tenir le blocage officiel des prix jusqu'aux élections : c'était donner libre cours aux déchainements spéculatifs et au marché noir. Le PMDB a mené une campagne contre les patrons et les gros électeurs qui avaient cherché à saboter le plan en stockant et en spéculant, pariant sur l'impossibilité de maintenir le blocage des prix : campagne largement démagogique non seulement parce que les seules mesures de réquisition prises contre quelques spéculateurs furent ridiculement symboliques, mais aussi parce qu'elle visait à dissimuler les erreurs patentes de politique économique.

C'est en effet beaucoup moins un manque de sens civique qu'une perspective de bénéfices bien insuffisante qui expliquait le peu d'enthousiasme des capitalistes brésiliens à relancer l'investissement et l'offre de produits de consommation. Quand on veut gérer une économie capitaliste, même dans un « NPI »³, il faut savoir que pour



amener les capitalistes à investir, il ne suffit pas de relancer la demande solvable, encore faut-il que l'offre correspondante soit suffisamment profitable. Les keynésiens (« hétérodoxes » par les temps qui courent) pensent surtout au premier aspect, et les libéraux orthodoxes au second, mais les deux sont nécessaires pour la bonne santé capitaliste.

Des profits oubliés...

Après une année 1985 marquée par de nombreux conflits sociaux sur les questions salariales — les travailleurs voulant récupérer les pertes subies durant la récession de 1981-1983 et renforçant considérablement leurs organisations syndicales — le pouvoir espérait profiter du consensus entourant le plan Cruzado pour négocier un « pacte social » avec les deux confédérations syndicales CUT et CGT. Mais la CUT n'entendait pas se lier les mains avec les projets gouvernementaux dans une période où la pression de la classe ouvrière représente le facteur clé pour avancer. Dans la période euphorique de 1986, alors que la croissance économique atteint 9 % (et 12 % pour l'industrie), les salaires réels augmentent de 20 %. « *Les entreprises qui veulent maintenir leurs profits doivent tricher avec le blocage des prix ou organiser la pénurie* ». Il est difficile de savoir si celle-ci provient surtout des goulots d'étranglement à la production ou de l'insuffisance des profits à la vente, mais les deux causes ont certainement joué. Résultat : les patrons sont restés dans une prudente expectative, et le taux d'investissement rapporté au PIB n'a pratiquement jamais été aussi faible (16 % en 1986, beaucoup plus faible qu'au pire moment de la récession

1981-1983). Même en tournant à 100 % de leurs capacités de production, les industriels brésiliens n'anticipent pas des hausses de profit suffisantes pour débloquer l'investissement.

...Et le retour en force de la dette

Les extraordinaires performances brésiliennes à l'exportation en 1984 et 1985 avaient surpris tout le monde y compris les principaux intéressés. Avec la conjonction simultanée de la baisse des prix du pétrole (dont le Brésil est importateur), de la hausse du dollar (qui facilitait les ventes sur le marché américain) et de la chute des investissements, surtout publics (une bonne partie des équipements modernes doivent encore être importés), le solde commercial est passé de 0,8 milliard de dollars en 1982 à plus de 13 milliards en 1984 et 1985 ! Seuls la RFA et le Japon faisaient mieux ! Ces succès avaient rendu confiance aux milieux financiers internationaux qui avaient accepté quelques aménagements pour le service de la dette. Aussi ce dernier était-il considéré comme un problème réglé ; lors du lancement du plan Cruzado, aucune allusion aux contraintes imposées par la dette n'avait été faite. Or, même relativement aux dimensions de l'économie brésilienne, une dette extérieure de 106 milliards de dollars est un poids gigantesque : plus de 50 % du PIB, 4 fois le montant annuel des exportations ! Le seul paiement des intérêts représentait 38 % du montant des exportations en 1985.

Dans le contexte de tension extrême sur l'offre décrit ci-dessus, la consommation intérieure en expansion a absorbé une grande partie des pro-

duits auparavant destinés à l'exportation. Les recettes d'exportation baissent (22,4 milliards en 1986 contre 25,6 en 1985). En même temps les importations demeurent à peu près stables. L'excédent commercial chute de 12,5 à 9,5 milliards de dollars et pourrait tomber encore à 7 milliards en 1987. La question du financement du service de la dette resurgit alors avec une violence extrême, et accroît encore les tensions inflationnistes déjà vives sous l'apparence du blocage des prix.

Les rapports entre accélération de l'inflation et ponction due au service de la dette ne se résument pas à l'image habituelle de la « planche à billets » que fait tourner l'Etat pour faire face aux échéances, d'autres processus jouent probablement aussi, parmi lesquels on peut citer, suivant Pierre Salama, « l'épargne forcée » consécutive à l'accroissement des exports (mais, il importe de l'ajouter, sans contrepartie en importation) ; mais aussi l'aggravation des tensions sur le partage salaires/profits provoquée par la ponction extérieure ; les mécanismes exacts en restent encore largement à éclaircir.

Quoi qu'il en soit, il n'y a guère de doute que l'expansion du marché intérieur à un rythme de plus de 15 % est totalement contradictoire avec la stabilisation de l'inflation et le maintien du service de la dette. Le gouvernement brésilien a tiré de ce constat une triple conclusion : il a successivement tenté de bloquer l'expansion intérieure (plans Cruzado II et III, avec des hausses de la fiscalité et surtout des taux d'intérêt qui ont atteint début 1987 des niveaux proprement affolants) ; libéré les prix (jusqu'à un nouveau blocage, cette fois de courte durée, de mai à août 1987) et donc renoué avec une inflation à 3 chiffres, puis finalement décidé de suspendre provisoirement le service de la dette. Un triple aveu d'échec de sa stratégie qui visait à payer la dette par la croissance. Le moratoire décrété provisoirement en février 1987, loin de signer une quelconque volonté politique de remise en cause des exigences du système financier international, n'était qu'une manœuvre dilatoire destinée à marquer la réorientation vers des mesures beaucoup plus classiques : le ministre des Finances, Rinaro, dut céder la place pour concrétiser ce tournant. La politique économique récessive actuellement menée (les taux d'intérêts réels dépassent 40 % par an !) renoue avec les recettes orthodoxes préconisées par le FMI et sanctionne un glissement du fluctuant rapport de forces internes vers la droite la plus traditionnelle, et une marginalisation des secteurs réformistes au sein de la coalition au pouvoir. Le nouveau ministre des Finances annon-

çait récemment au *Financial Times* que le Brésil allait faire appel à de nouveaux crédits et tirer sur ses réserves pour payer les intérêts en retard, et qu'il souhaitait parvenir au plus tard avant Noël à un accord avec le FMI.

L'échec du projet réformiste « fordiste » est d'autant plus exemplaire qu'il se produit dans le pays du tiers monde qui semblait le plus prédisposé à le voir réussir : la situation de crise actuelle ne doit pas faire oublier les exceptionnelles performances accomplies par le Brésil en matière d'industrialisation et de croissance jusqu'en 1980. Il faut revenir sur le régime d'accumulation qui a permis cette croissance afin de comprendre sa crise et l'échec actuel de la recherche d'un nouveau régime.

L'industrialisation sans le développement

De 1969 à 1980 le Brésil a vu sa production industrielle croître à un rythme supérieur à 10 % par an ; le PIB par habitant est passé de 220 dollars en 1965 à 1 579 dollars en 1985 ; le pays gagne le titre de « nouveau pays industrialisé ». Cette appellation a été décernée bien à tort, car tous les indices du sous-développement demeurent : proportion élevée d'actifs agricoles (30 %) ; faible niveau des salaires ruraux et urbains à cause de la persistance d'une énorme masse de prolétaires sous-employés (l'« armée de réserve ») à la campagne ou dans les favelas qui continuent de pulluler ; inégalités sociales fantastiques et s'aggravant ; forte présence de l'Etat dans l'économie⁵ ; dépendance de l'étranger dans le domaine technologique et scientifique et pour les biens d'équipement ; exclusion de fait du système monétaire international (le Cruzado n'est pas une « vraie » monnaie puisqu'indexée sur le dollar).

Il n'est resté pas moins qu'une puissante base industrielle a été construite en suivant une dynamique bien précise, celle d'un régime d'accumulation « excluante »⁶. Sa structure tri-sectorielle est bien connue : un secteur de biens de consommation de base relativement peu dynamique et contrôlé par le capital local ; un secteur de biens de consommation durable (auto, TV, électroménager...) contrôlé par des filiales multinationales mais produisant principalement pour le marché brésilien ; un secteur de biens intermédiaires (sidérurgie, chimie, énergie) constitué d'entreprises publiques. L'articulation mise en place au milieu des années soixante entre les divers secteurs est alors schématiquement la suivante : le

secteur des biens durables produit à destination des couches privilégiées, en utilisant une main-d'œuvre bon marché récemment « libérée » par l'agriculture (sous l'effet de la concentration croissante de la propriété de la terre, et de l'orientation vers l'agriculture d'exportation plus capitaliste) : la concentration croissante des revenus au profit des 15 à 20 % les plus riches, rendue possible grâce à la dictature militaire, dynamise la demande de ce type de biens (que des économistes brésiliens ont ainsi appelé « biens de luxe »). L'Etat intervient massivement à la fois en étouffant toute activité autonome du mouvement ouvrier, en assurant la fourniture des infrastructures et des biens intermédiaires à bas coûts (au prix de forts déficits des entreprises publiques) et en favorisant l'essor d'une industrie locale de biens d'équipement afin de limiter le déficit du commerce extérieur. Les industries de biens de consommation courants sont confrontées à une demande moins dynamique mais cependant croissante du fait des créations d'emplois industriels dans les deux autres secteurs. Ce régime d'accumulation autorise ainsi une croissance rapide mais qui se heurte dès la moitié des années soixante-dix à deux contradictions majeures : *l'afflux d'importations de biens d'équipement* induit par la croissance tend à déséquilibrer structurellement le commerce extérieur, que le premier choc pétrolier déstabilise complètement ; *l'aggravation des inégalités sociales* tend à dépasser le seuil politiquement tolérable, d'autant que le mouvement populaire commence à se réorganiser. La part, dans le revenu national, des 50 % les plus pauvres chute de 17,4 % en 1960 à 14,9 % en 1970 et 12,6 % en 1980 ; pour les 10 % les plus riches, cette part augmente de 39,6 % à 47,7 % puis 50,9 % pour les mêmes dates. Le salaire minimum voit son pouvoir d'achat divisé par deux entre 1960 et 1985 (cf. graphique).

Ouvrons ici une parenthèse théorique : bien que certaines catégories d'emplois ouvriers, essentiellement dans les filiales de multinationales et les entreprises publiques, aient bénéficié de salaires plus élevés et en augmentation (irrégulière) jusqu'en 1980, cela n'a pas donné lieu à une croissance massive du pouvoir d'achat ouvrier, ni à la formation d'une aristocratie ouvrière distincte de la masse des salariés⁷. En 1980, on compte 50 voitures pour 1 000 habitants, et 121 téléviseurs ; un doublement par rapport à 1970, mais une diffusion encore très loin d'être générale ! On peut d'ailleurs se demander comme certains auteurs, tels A. Liepietz ou C. Ominami⁸, ont cru pouvoir parler de « fordisme périphé-

que » à propos d'un régime d'accumulation qui tirait au contraire toute sa dynamique de sa capacité à exclure de plus en plus profondément les travailleurs des « fruits de la croissance » (pour répandre un terme en vogue dans la France des années soixante). Si l'on peut parler de « régulation » dans un pays comme le Brésil (ce qui semble douteux à moins de donner à ce terme un sens tellement vague qu'il perd tout contenu), ce n'est en tout cas pas d'une « régulation fordiste » même périphérique qu'il s'agit...

Déficit commercial et déficit de légitimité poussent les militaires à réorganiser au milieu des années soixante leur dispositif dans deux directions : renouveler les politiques de substitution d'importations et promouvoir les exportations de façon inégalée jusqu'alors ; accorder un début de libéralisation politique (*abertura*).

La montée de l'endettement à la charnière de deux régimes d'accumulation

A partir de 1980, le Brésil, comme de nombreux autres pays dominés, entre dans une phase de turbulence économique après avoir pendant six ans vécu dans l'euphorie du crédit facile et des pétrodollars à bon marché : mais presque seul il a mis à profit ces années pour tenter de jeter les bases d'un nouveau régime d'accumulation. Le montant de la dette brésilienne double entre 1975 et 1985, atteignant 106 milliards de dollars : mais cet endettement, rendu nécessaire pour financer le déficit du commerce extérieur, a pu être utilisé à des investissements productifs économiseurs d'importations. Au contraire du Chili, du Mexique ou de l'Argentine, les militaires brésiliens au pouvoir ont toujours conservé une réglementation très stricte et un contrôle draconien des changes : en outre, les barrières protectionnistes ainsi que la taille du marché intérieur offraient aux investisseurs des opportunités plus lucratives dans l'investissement productif que dans les placements financiers à l'étranger. La fuite des capitaux a donc été d'une ampleur relativement faible au Brésil par rapport aux autres grands pays d'Amérique latine (voir tableau ci-après). On estime ainsi que s'il n'y avait pas eu de fuite des capitaux la dette extérieure brésilienne serait de 92 milliards de dollars fin 1985 au lieu de 106 : pour l'Argentine au contraire la dette de 50 milliards a entièrement servi à alimenter la fuite des capitaux !



Par une politique très systématique de substitutions des importations (les plans « pro-alcool » et informatique en sont les exemples les plus connus) et de promotion des exportations notamment de produits agricoles, d'armement...), le Brésil devient pour la première fois une grande puissance exportatrice, et réussit à porter son taux de couverture du commerce de produits manufacturés de 54,2 % en 1975 à 180,6 % en 1982.

Dettes extérieures brutes fin 1985
(en milliards de \$)

	Effective	Sans fuite des capitaux
Argentine	50	1
Bésil	106	92
Mexique	97	12
Venezuela	31	- 12

Source : World Financial Markets, mars 1986, citée par P. Salama. « Dollarisation et hétérodoxie en Amérique latine », revue Tiers-Monde, janvier-mars 1987

A la fin des années soixante-dix, le processus d'endettement s'accélère : pour pouvoir financer la réorientation du régime d'accumulation vers les débouchés extérieurs (afin de payer le service de la dette), il faut s'endetter sans cesse davantage. Mais, bien que l'efficacité de cette politique soit incontestable, elle rend le Brésil sans cesse plus dépendant de la conjoncture externe. Le second choc pétrolier et surtout le renversement de la politique monétaire américaine en 1979 prennent donc de plein fouet un pays qui avait relativement moins souffert après le premier choc pétrolier. L'envolée des taux d'intérêt donne naissance à un phénomène classique de boule de neige, ou d'« autonomisation de la dette »⁹ : il faut s'endetter davantage pour payer les intérêts de la dette passée. Mais on ne peut plus simultanément payer le ser-

vice de la dette et acheter des machines à l'étranger de 1980 à 1985, les importations s'effondrent, au rythme extravagant de -9 % par an, alors que les exportations continuent à croître (+6,6 % par an). La ponction de l'extérieur atteint 5 % du PIB par an.

Taux de couverture du commerce extérieur de produits manufacturés

1970	1975	1978	1982
40,2 %	54,2 %	91 %	180,6 %

Source : FGV-IBGE, citée par P. Salama, art. citée

L'accélération de l'inflation, on l'a vu, s'ensuit inévitablement, ainsi qu'un ralentissement des flux d'investissements étrangers. D'où l'immédiate entrée en crise (à peine s'était-il mis en place) de ce régime d'accumulation tourné vers l'insertion internationale : crise aggravée par les conséquences du « tout à l'exportation » et du plan pro-alcool (plantations de canne à sucre) sur l'approvisionnement en denrées alimentaires de base (riz, haricots, maïs), qui devient de plus en plus insuffisant. L'heure était venue pour les militaires de passer la main et de laisser les civils se débrouiller avec une économie à la puissance impressionnante mais démunie de toute cohérence interne. On sait ce qu'il advient du projet réformiste « fordiste » incarné par l'expérience des deux premières années de la « Nova Republica »¹⁰. Après avoir connu le « miracle » grâce à un régime d'accumulation « excluante », puis avoir infléchi celui-ci vers une insertion massive dans le marché mondial, puis essayé de relancer une croissance plus autocentrée et fondée sur l'intégration à la consommation marchande d'une fraction beaucoup plus massive de la

population (30 millions de nouveaux consommateurs, se vantait Sarney), la bourgeoisie brésilienne se trouve — provisoirement — démunie de projet économique et social à moyen terme. La gestion de l'inflation de la dette et ses relations avec les banquiers internationaux semblent constituer l'essentiel des préoccupations de l'actuel ministre des Finances, Bresser Pereira. La période actuelle est marquée par l'incertitude qui règne sur l'avenir immédiat du président Sarney : ce dernier, soutenu par la droite, voudrait bien mener son mandat jusqu'à 1990, alors que la gauche du PMDB et l'opposition veulent que l'Assemblée constituante actuellement réunie convoque dès 1988 des élections directes pour la présidence de la république.

Quatre questions clés

La campagne électorale risque donc d'être longue. Les forces révolutionnaires regroupées dans le PT disposent d'une occasion propice à montrer que leurs propositions seules permettent de sortir le pays de l'impasse actuelle. Un programme économique cohérent rompant avec la logique de subordination aux impératifs de mise en valeur du capital — national ou étranger — ne pourra éluder quatre questions clés :

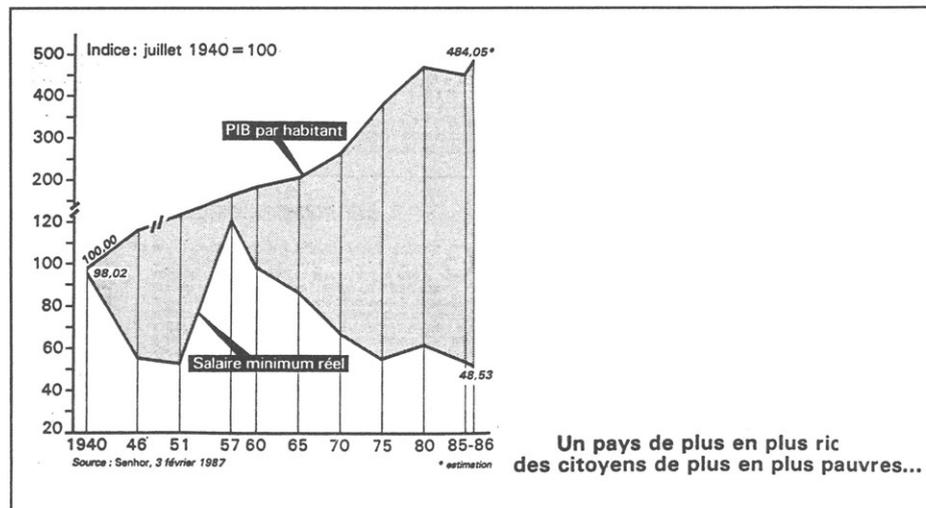
— Le moratoire, partiel ou total, du paiement de la dette ; il n'est certainement pas souhaitable pour le Brésil de décréter unilatéralement et sans préalable la non-reconnaissance pure et simple de la dette ; le coût économique d'une rupture des relations financières et commerciales avec le centre serait très élevé, et le profit politique par conséquent fort aléatoire. Mais il est en revanche indispensable de soumettre les conditions du service de la dette à des limites très strictes et clairement affichées. La volonté politique, la concertation avec les autres pays débiteurs et la mobilisation populaire sont à cet égard infiniment plus productifs que les négociations secrètes de couloir avec le FMI ou le Club de Paris dans l'espoir d'obtenir une réduction de 1/8 de point du « spread »...¹¹. L'affichage d'une limite supérieure au service de la dette, du style de 10 % des exportations décrété (mais non respecté) par le président péruvien, Garcia, permet de s'affranchir en partie de l'influence des taux d'intérêts internationaux ou des mesures protectionnistes prises par les USA contre les exportations issues d'Amérique latine.

— La réforme agraire : c'est une condition sine qua non pour dynamiser l'offre de produits alimentaires et inverser l'orientation de l'agriculture à outrance

vers l'exportation. Mais c'est surtout le moyen de trancher la question explosive des conflits pour la terre, qui opposent en permanence les *posseiros* (paysans sans titre de propriété) et les spéculateurs et propriétaires fonciers. La grande leçon des débuts de la Nova República à cet égard, c'est que la bourgeoisie brésilienne, confrontée à un mouvement ouvrier combatif, n'a pas la force politique d'imposer aux latifundiaires une véritable réforme agraire ; qui serait décisive comme le montre les cas de Corée du Sud et de Taïwan, pour enclencher une croissance plus équilibrée du marché intérieur. Désormais, seul le mouvement ouvrier peut prétendre offrir, à travers une alliance avec le prolétariat rural, la perspective d'une véritable redistribution des terres, qui prendrait alors un tout autre contenu social.

— La redistribution des revenus : aucune solution aux problèmes du pays ne pourra être apportée en poursuivant l'obscur et indéfinie concentration des revenus et des richesses au profit d'une minorité. Le salaire minimum, la Sécurité sociale (dont le niveau est dérisoire), et la législation du travail (héritée de la dictature de Vargas dans les années trente, elle limite considérablement l'autonomie d'action des syndicats et donne des droits exorbitants à l'Etat et au patronat) devraient être révisés fondamentalement en ce sens. La fiscalité devrait être profondément réformée, pour laisser une place un peu moins marginale à l'impôt direct (qui, massivement fraudé, ne représente que 18 % des recettes publiques contre 41 % dans la moyenne des pays développés). Mais de simples mesures redistributives ne sauraient permettre à elles-seules de résoudre les problèmes du développement : c'est tout l'appareil de production qui a été bâti en vue de la satisfaction des besoins des couches privilégiées, et qui s'est montré fondamentalement incapable de répondre à l'extension de la demande solvable des plus larges secteurs de la société.

— La réorientation des priorités de la croissance : comme dans tous les pays, surtout du tiers monde, les chiffres moyens n'ont guère de sens tant les inégalités sont fortes ; mais un pays où l'apport journalier en calories par habitant est de 2 633 (3 600 pour les Français)¹², où il n'y a qu'un médecin pour 1 300 habitants (460 en France), et où 35 % des enfants d'une classe d'âge atteint le secondaire (90 % en France), un tel pays a d'autres priorités à satisfaire que de produire des fours à micro-ondes pour des cadres supérieurs. C'est bien d'une profonde réorientation de tout son système économique qu'a besoin le Brésil s'il veut éviter l'enfon-



**Un pays de plus en plus ric
des citoyens de plus en plus pauvres...**

cement dans une crise de décomposition sociale profonde qui risquerait d'annuler les acquis, déformés, limités, mais réels, des deux décennies passés.

Michel Dupont

1. J. Cartier-Bresson, « Le plan Cruzado et l'hétérodoxie économique », revue *Tiers Monde*, janvier-mars 1987.

2. Le ratio investissements bruts/PIB passe de 21,2 % en 1981 et 1982 à 16,9 % en 1983, 16,4 % en 1984 et 15 % en 1985.

3. NPI : nouveau pays industrialisé, appellation utilisée par la Banque mondiale pour désigner la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong, le Mexique et le Brésil.

4. *L'Expansion*, « Brésil : la puissance dans la ruine », 6-19 mars 1987.

5. Cf. *L'Etat surdéveloppé*, de P. Salama et G. Mathias, éd. Maspéro.

6. « Régime d'accumulation » désigne la façon dont s'articule la croissance des diverses parties du système productif (agriculture, et sections I, II et III de l'industrie) en relation avec la dynamique de leurs débouchés (consommation de base, consommation de biens durables, consommation de biens intermédiaires, investissements, exportations).

7. J. Humphrey (*Condição operaria e luta de classes no Brasil*, éd. Vozes, 1985) montre au contraire que les politiques patronales de gestion de la main-d'œuvre dans l'automobile développent la rotation à outrance, par licenciement systématique de l'ouvrier après un ou deux ans

d'ancienneté, et qu'une forte mobilité ouvrière existe entre le secteur « moderne » et le secteur des biens de consommation courante, voire le non-salariat.

8. A. Lipietz, *Le Tiers Monde et ses mirages*. La Découverte 1986 ; Carlos Ominami, *Le Tiers Monde dans la crise*. La Découverte, 1987. On peut remarquer que Ominami se contredit d'ailleurs lui-même puisqu'il parle (p. 151) du « fondement de la réussite du modèle brésilien, la croissance plus forte de la productivité par rapport aux salaires réels... », l'exacte antithèse du « fordiste ».

9. Cf. P. Salama, « Industrialisation-désindustrialisation, un tournant », *Inprecor* n° 237.

10. Il ne semble guère convaincant à cet égard de rejeter, comme I. Sachs dans *le Monde diplomatique* de juin 1987, que « l'option réformiste de croissance avec une redistribution réelle continue d'être possible » ; l'expérience du plan Cruzado a bien été tentée et s'est révélée non seulement « politiquement délicate », comme le dit Sachs, mais bel et bien ingérable par le capitalisme brésilien.

11. Le spread est le taux d'intérêt qu'on ajoute au taux de base (généralement le Libor britannique) pour calculer le taux dû sur le capital emprunté ; il dépend de la perception qu'ont les milieux financiers du « risque » associé à la créance (c'est-à-dire : le spread est d'autant plus fort que l'inquiétude est grande).

12. Source : Banque mondiale

Les dessins de Plantu sont extraits du recueil *Les cours du caoutchouc sont trop élastiques*, éd. La Découverte/le Monde.

VIENT DE PARAITRE

En vente
à la librairie
La Brèche

les cahiers de l'
199 - Juin 87
Thémis

Association d'Etude
des Réalités Institutionnelles
et Politiques

MUTATIONS

économiques,
technologiques,
sociales
et culturelles

Pierre BAUBY
Benjamin CORIAT
Thomas COUTROT
Yves CRABEAU
Michel DELAPIERRE
Pierre DOCKÈS
Guy GROUX
Jean-Luc HELLER
Gérard KEBABDJIAN
Danièle KERGOAT
Roland LE BRIS
Gérard MAMET
Pierre MORVILLE
Jacques SCHEBLING
Serge VOLKOFF

JOURNÉES D'ÉTUDES
9-10 mai 1987

Pays Basque

Réflexions après un attentat

Cecilia GARMENDIA

Au lendemain des élections européennes, qui avaient marqué une percée importante du mouvement nationaliste révolutionnaire derrière Herri Batasuna (liste nationale et élection d'un député), les attentats de Barcelone au supermarché Hipercor sont apparus incompréhensibles et scandaleux. Il n'est évidemment pas question de hurler avec les loups, comme se sont hâtés de le faire certains en France et dans l'Etat espagnol, et d'emboîter le pas au PSOE qui refuse de considérer le problème national basque et ne voit de solution que dans la répression. En revanche, il est nécessaire d'ouvrir une discussion afin de comprendre et critiquer les choix et cibles de l'ETA. C'est pour cela que nous publions cet article, élaboré à partir des réflexions et textes de nos camarades de la LKI d'Euskadi.

L faut commencer par rappeler que, suite à l'attentat de Barcelone, les seuls à s'être prononcés clairement de façon critique sont les « indépendants » d'Herri Batasuna (l'aile la plus critique de l'ETA). La déclaration de Txema Montero, tête de liste de HB et aujourd'hui député au Parlement européen, avait un ton inhabituel :

« Je pense que lorsque l'on place une bombe dans un supermarché et qu'en plus l'ETA part du principe de la méchanceté intrinsèque de la police et des capitalistes, qui ne feront pas ou feront l'impossible pour éviter l'évacuation des lieux, le résultat est prévisible. (...) Il est juste de faire une critique énergique. Je pense que dans le champs de la gauche abertzale la condamnation n'a pas sa place, elle n'a qu'un sens moral et est surtout inefficace. La critique, elle, a sa place, (...) [l'attentat] ne bénéficie pas à Herri Batasuna, je n'arrive pas à comprendre la raison de cette campagne de bombes en Catalogne. »

Mais les organisations qui intègrent ce que l'on appelle les « pouvoirs de fait » (le parti HASI, notamment, directement lié à l'ETA-fàcticos) ne se sont pas prononcées. Ce qui semble indiquer que le consensus règne parmi ses membres. Mais le rôle leader de l'ETA pourrait se voir contesté au sein de HB, si elle persiste dans son attitude militaire, et ce dans les franges larges de la

coalition, politiquement inorganisées (non liées à HASI).

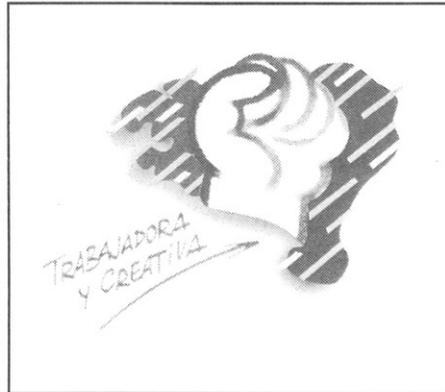
Une critique révolutionnaire

Nous sommes convaincus que l'ETA ne voulait pas du prix humain d'un tel attentat mais, comme le dit bien Montero, au regard de l'attitude de la police espagnole et des enjeux politiques, c'était prévisible. Mais il faut centrer la critique du point de vue de l'éthique révolutionnaire. Il faut mettre en question ce type d'actions qui entraînent de tels risques ; elles deviennent trop fréquentes et impliquent une marge d'erreur importante. C'est le cas des attentats avec des voitures piégées.

Pour mémoire, rappelons que l'IRA irlandaise avait employé ce type de procédés dans les années soixante-dix, contre l'armée anglaise qui occupait des quartiers populaires d'Irlande du Nord et contre certains objectifs économiques. Elle aussi prévenait avant les explosions. Mais, quelques mois après avoir entamé cette tactique, ses dirigeants expliquaient : *« Nous ne devons pas courir le risque de provoquer la mort de civils, même si c'est la police qui provoque ce danger en s'abstenant de communiquer nos alertes à la bombe. »*

Autre exemple : en 1973, l'IRA étend sa campagne militaire en Grande-Bretagne, mais en épargnant l'Ecosse et le pays de Galles, considérés comme des nations opprimées. L'IRA a continué de faire des erreurs, graves quelquefois, mais une telle autocritique montre une sensibilité profonde à ces problèmes.

Dans le cas des attentats de juin de l'ETA, il est évident que, même s'il y avait une volonté d'éviter des victimes directes, l'effet provoqué ne pouvait être avant tout qu'un climat de panique

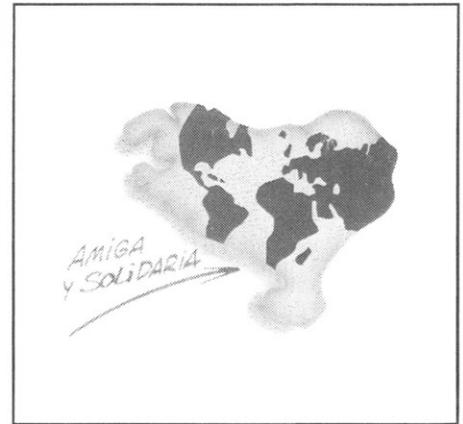


parmi la population civile. On peut donc se demander si tel n'était pas l'objectif.

Utiliser la Catalogne pour pousser à la négociation ?

Le calcul qui guidait cette action était sans doute d'utiliser la Catalogne pour pousser à la négociation. Et ce, en fonction de certains considérants politiques ou logistiques du type : maintenir une psychose collective de la présence et de la puissance de l'ETA, créer parmi la population non basque un état d'esprit conduisant à penser : « La question basque doit être résolue tout de suite... Il faut négocier pour y arriver ! »

Si tel était l'objectif, il semble reposer sur une mauvaise compréhension du projet du PSOE, et on ne peut que le critiquer politiquement. Il serait exagéré d'argumenter sur la base d'un « état de guerre » pour définir le stade actuel du conflit et la confusion ambiante. Mais, en outre, les forces révolutionnaires ne peuvent pas faire la guerre en utilisant les mêmes méthodes que les généraux ! Ceux-ci considèrent leurs troupes et le peuple comme de simples chiffres ou de la chair à canon. Les révolutionnaires doivent faire la guerre à l'Etat, en gagnant l'appui de tout le peuple et la solidarité des autres peuples (les exemples nicaraguayen et salvadorien illustrent bien ce principe !).



De plus, ce type d'action est engagé dans un pays, la Catalogne, qui subit aussi une oppression nationale semblable à celle de l'Euskadi. Si l'ETA a développé toute une campagne d'attentats contre l'Etat espagnol sur le territoire catalan, les raisons logistiques y sont pour beaucoup. Mais cela est contradictoire avec le respect dû à la lutte d'émancipation des pays catalans. Tous ces éléments montrent que l'autocritique faite par l'ETA est insuffisante.

La campagne de l'ETA en Catalogne semble partir de considérations sur l'imminence d'une négociation avec l'Etat espagnol pour renforcer la pression militaire. Depuis l'arrivée du PSOE au pouvoir, qui marque la fin de la période de la « transition démocratique », on peut déceler un changement dans la stratégie de l'ETA. Celle-ci est passée de l'accumulation de forces, avec comme objectif une issue révolutionnaire au problème basque (destruction du régime par des voies révolutionnaires pour atteindre l'indépendance nationale et le socialisme), à l'offre d'une « issue politique » négociée à court terme, dans le cadre de la Constitution et du régime actuels.

Changement de stratégie ?

Ce tournant est provoqué par l'éloignement des perspectives révolutionnaires. L'ETA s'aperçoit que, malgré la poussée constante de l'influence électorale de Herri Batasuna, l'illegitimité des « réformes » en Euskadi et la crise de crédibilité du statut d'autonomie et du gouvernement basque, il n'y a pas eu de glissement à gauche dans la situation politique générale. C'est l'impasse. La radicalisation nationaliste est limitée par le recul du mouvement ouvrier et ne peut pas toute seule ouvrir une voie de sortie à la relation entre l'Euskadi et le gouvernement central. C'est ce qui expliquerait la proposition de négociation de l'ETA.

LKI : Liga Komunista Iraultzaldea. Section d'Euskadi de la LCR (section de l'Etat espagnol de la IV^e Internationale).

HB : Herri Batasuna. Coalition nationaliste révolutionnaire basque qui reprend les revendications historiques de l'ETA. HB a plusieurs députés et conseillers élus, qui cependant ne siègent pas dans les instances nationales. HB a atteint 18 % aux dernières législatives en Euskadi. C'est lors des élections européennes que HB a présenté une liste au niveau de l'Etat espagnol, soutenue par nos camarades de la LCR et du Mouvement communiste (MC), ainsi que par des organisations nationalistes catalanes.

HASI : principale composante organisée de la coalition Herri Batasuna, plus directement liée à l'ETA.

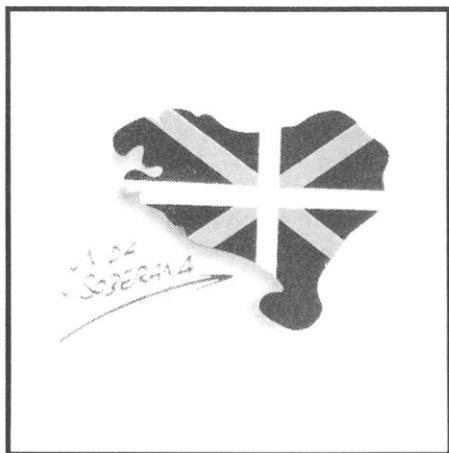
PNV : Parti nationaliste basque. Organisation nationaliste bourgeoise basque, détenant la majorité dans les gouvernements autonomes d'Euskadi.

Garaikoetxea : ancien président du PNV, ancien *lendakari* (gouverneur) d'Euskadi, il rompt avec cette organisation en 1986 pour former Euskal Alkartasuna. Cette scission se fait à partir d'un discours plus radical et nationaliste qui critique l'« espagnolisme » de la direction du PNV.

Mais le rapport de forces qui obligerait le gouvernement à négocier n'existe pas. Le pacte entre le PSOE et le PNV donne au gouvernement autonome une certaine stabilité politique. De plus, une partie des éléments critiques du PNV n'ont pas rejoint HB mais Garaikoetxea, qui a quitté le PNV avec un discours « radical » pour créer Euskal Alkartasuna (EA).

La collaboration du gouvernement français à la répression, avec les extraditions et la chasse aux réfugiés, a beaucoup réduit les capacités opérationnelles de l'ETA. Tandis que González se refuse à négocier. D'où une impasse dont l'ETA veut sortir rapidement afin de ne pas perdre l'initiative sur le terrain politique.

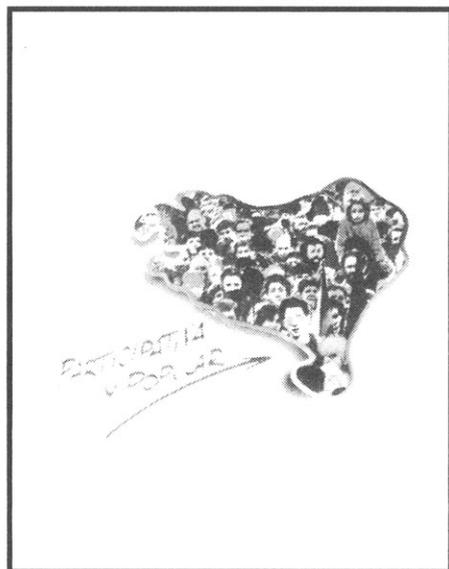
Pour notre part, nous pensons que le gouvernement ne négociera pas dans l'immédiat et qu'il vaudrait donc mieux engager une stratégie de résistance à plus long terme, sans illusions. Pourtant, cette année, lors des échéances



électorales, HB a agi de façon plus souple et a modifié le message politique. HB n'a pas demandé le vote pour l'ETA (comme il l'avait fait au début de la transition), mais le vote pour les négociations, pour en finir avec la violence, pour obtenir la paix, etc. Et, lors de l'élection européenne, elle a présenté des listes nationales en coalition avec d'autres forces intégrant, outre la question nationale, des thèmes politiques centraux de classe (chômage, jeunes, dernières grèves, désarmement, etc.).

L'attentat de Barcelone a mis en cause ces avancées et réduit la crédibilité des organisations qui les ont appuyées, en Catalogne et dans le reste de l'Etat espagnol. C'est la voie, chère à HB pendant sa campagne, vers la constitution d'une véritable alternative à la gauche du PSOE qui est compromise et la solidarité qui en fait les frais !

C'est dans ce contexte qu'il faut placer le changement stratégique de l'ETA face à ce qu'elle analyse comme



une impasse, fruit de la surestimation de la poussée nationaliste et des changements qu'elle pourrait entraîner, et du mépris de l'état réel du mouvement ouvrier.

Les résultats négatifs

Les résultats politiques d'une telle tactique militaire se retournent en leur contraire. L'ETA mobilise l'opinion publique contre elle-même, et pas contre le gouvernement. Cette mobilisation, relayée par la campagne d'intoxication et de panique entretenue par le PSOE, renforce le refus de González de négocier. Celui-ci va profiter de cette occasion pour aggraver la répression contre le peuple basque et accentuer sa campagne d'intoxication sur le problème national en général.

On ne peut pas spéculer sur l'évolution future de l'ETA. Va-t-elle abaisser encore les termes de l'offre de négociation (ne fût-ce que pour donner de l'oxygène aux réfugiés et aux emprisonnés) ? Va-t-elle repenser sa stratégie politique générale (abandonnant l'idée de négociations dans le court terme et se posant le problème en terme de rupture révolutionnaire) ?

En tout cas, les attentats de juin 1987 prouvent les limites du tournant politique de ces deux dernières années. L'attitude de certains secteurs d'Herri Batasuna laisse espérer que le débat s'ouvrira dans les rangs du mouvement nationaliste révolutionnaire. C'est l'intérêt du mouvement nationaliste et de la lutte des révolutionnaires dans l'Etat espagnol.

Cecilia Garmendia

Les illustrations de cet article sont des photos de la campagne électorale en Euskadi.

Dernière minute...

Des rumeurs circulent sur l'ouverture d'hypothétiques discussions entre le gouvernement espagnol et la direction de l'ETA. La France, l'Elysée en l'occurrence, laisse courir le bruit sur son rôle d'intermédiaire. Mais, on le sait, l'ETA a toujours mis comme préalable à ces discussions la reconnaissance du droit à l'autodétermination d'Euskadi, condition inacceptable pour le gouvernement de Felipe Gonzalez et qui, d'emblée, met en cause l'issue de tels contacts. Ceux-ci ne parviendront pas à calmer une situation qui demeure tendue, comme l'ont montré, lors des fêtes locales basques, les dernières manifestations durement réprimées.

Le droit dans la révolution ?

A propos de *Droit et sandinisme*
d'Alejandro Serrano Caldera

Didier HANNE

C E petit livre, d'accès facile, publié aux éditions L'Harmattan, va permettre à tous les sympathisants de la révolution sandiniste de se familiariser avec un de ses aspects méconnus : l'édification, entreprise méticuleusement par les sandinistes depuis 1979, d'un ordre juridique nouveau qui institutionnalise les conquêtes démocratiques de la révolution, en les légalisant. Du même coup, il inflige un démenti cinglant à tous ceux qui ont fait mine de voir dans le Nicaragua une simple reproduction des dictatures « sans foi ni loi » des pays de l'Est.

Alejandro Serrano, l'auteur, est président de la Cour suprême de justice à Managua : sandiniste, écrivain... et juriste ! Il publie ici les textes de cinq conférences ou discours prononcés en diverses occasions, par lesquels il donne à voir l'étendue et la complexité des problèmes posés par l'élaboration de ce droit postrévolutionnaire, tout en s'essayant avec bonheur à une première théorisation de ce qui a déjà été accompli par les sandinistes en la matière.

Son idée directrice est la suivante : il n'y a pas de contradiction entre l'avancée de la révolution et la volonté farouche de construire un Etat qui soit un authentique Etat de droit. Le droit, en effet, n'est pas forcément une « camisole de force » pour la révolution : il peut en être le soutien, l'expression, et contribuer pour sa part à la rendre transparente à elle-même en aidant à déchirer le voile de l'aliénation qui rend opaques les rapports sociaux... Tâche difficile, entreprise admirable dans un pays encore assailli par la pauvreté et cerné... par la guerre, tout simplement ! Il faut avoir la solide mauvaise foi d'un éditorialiste au *Monde* ou le cynisme d'un B.-H. L. pour ne pas être impressionné par le fait que, dans cet Etat minuscule, avec les incursions sporadiques en territoire national de la Contra, avec le boycott économique de l'impérialisme et bien d'autres difficultés, on

trouve encore la ressource de dégager du temps, des hommes, de l'énergie pour se consacrer à l'édification d'un ordre juridique, cohérent, protecteur et finalement opposable aux sandinistes eux-mêmes.

Cela renvoie à l'inébranlable conviction des sandinistes — dont témoigne le livre de Serrano — que le caractère démocratique de l'Etat est bien plus, bien autre chose qu'une simple concession tactique à leur « opposition » interne ou à la pression du « monde libre » : un trait profond, une marque essentielle d'originalité de leur révolution, à laquelle ils tiennent, à juste titre, comme à la prunelle de leurs yeux et qui l'a rendue jusqu'à présent, malgré les tentations, non comestible pour l'ours stalinien.

Dans la Russie stalinienne, après la « belle époque » des années vingt de la jeune révolution où, dans la controverse féconde des différentes écoles juridiques (Pasukanis, Stuchka, les « normativistes »...), se dessinait un véritable « droit nouveau », la systématisation et l'achèvement de l'édifice juridique de la bureaucratie se sont opérés dans un mimétisme étrange par rapport aux grands canons du droit bourgeois traditionnel (*cf.* l'extrême « classicisme » de Vichinsky).

Serrano, au contraire, souligne l'originalité du droit nicaraguayen : contre un droit bourgeois qui masque les inégalités de la société capitaliste par le jeu d'une égalité abstraite dans la fiction des normes juridiques et qui produit un individu dissocié entre sujet économique et sujet juridique, il affirme que le droit « doit retrouver son vrai visage », en adéquation avec la société réelle où il s'enracine. « *La relation entre droit et société doit fournir des mécanismes légaux visant à compenser les inégalités structurelles et à contribuer sans la freiner à notre lutte pour la justice sociale.* » Lucidement, il souligne qu'une « égalité abstraite finalement fa-



Un ordre juridique nouveau qui institutionnalisera les conquêtes démocratiques de la révolution.

vorise et accentue l'inégalité concrète ». Ceci clairement établi, les juristes sandinistes ne s'interdisent pas de puiser dans l'« ancien droit » ce qui y reste valable et d'incorporer aux nouveaux codes les aspects les plus progressistes des procédures traditionnelles : ainsi, par exemple, l'*habeas corpus* et les formalités libérales en matière de droits de la défense.

L'ouvrage, plutôt centré sur les thèmes du droit public (Constitution, organes de l'Etat...), ne fait que frôler les questions du droit pénal (infractions, sanctions, procédures judiciaires), et on se prend à le regretter dans la mesure où il s'agit d'un secteur des plus sensibles, puissant révélateur du niveau de démocratie réelle d'un régime quel qu'il soit... Mais vous y apprendrez que les Nicaraguayens bénéficient, par bien des aspects, d'une Constitution plus démocratique que celle de notre V^e République !

Ainsi, là-bas, le recours pour inconstitutionnalité est à la disposition de chaque citoyen et ce, à tout moment. Faut-il rappeler que, en France, il est réservé au président de la République, au Premier ministre, à soixante députés ou sénateurs et seulement avant qu'une loi suspecte soit promulguée : après, c'est trop tard, et une loi inconstitutionnelle que les personnages ci-dessus auraient « laissé passer » s'appliquerait irrésistiblement. Poursuivant son chemin, le lecteur découvrira que les sandinistes ont rejeté le tryptique classique depuis Montesquieu : l'organisation de l'Etat en trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) au profit d'une structure inédite — et révélatrice — où le pouvoir populaire, l'électorat, se hisse au rang de quatrième pouvoir.

Tout n'est pas rose, certes, et on peut s'inquiéter de la concision de cet

article 185 qui octroie au président de la République, seul, le pouvoir de suspendre les droits et garanties consacrés par la Constitution, sans contrôle ni critères, mêmes généraux, de la validité de ce type de décision...

De même, l'exercice est délicat qui consiste à essayer de concilier les aléas d'un processus révolutionnaire nécessairement changeant avec les impératifs de la stabilité juridique : était-il indispensable, de ce point de vue, de faire figurer dans le chapitre « Principes fondamentaux » de la Constitution une référence à l'« économie mixte » qui obligera les sandinistes si, un jour, en fonction des développements concrets de la lutte des classes, ils désirent s'orienter dans une voie différente, à réviser en préalable leur propre Constitution et à voir ainsi leur « opposition » de droite se métamorphoser en maniaque de la Constitution sandiniste d'aujourd'hui ? Mais les sandinistes, à une formulation plus prudente, ont préféré un texte qui reflète fidèlement la situation actuelle de l'économie du pays.

Au total, ce livre constitue un outil indispensable pour qui veut connaître, pour mieux la défendre, la révolution sandiniste et l'extraordinaire entreprise entamée par le FSLN au Nicaragua. Il témoigne du niveau d'élaboration politique et de la qualité de réflexion des dirigeants révolutionnaires de ce pays, qui relèvent un formidable défi. En même temps, il ouvre mille pistes fécondes pour une relance de la recherche marxiste dans le domaine du droit, domaine trop longtemps négligé et qui revient en force aujourd'hui, après un demi-siècle de stalinisme, pour qui veut concrétiser la possibilité d'un véritable socialisme démocratique.

Didier Hanne

Marxisme et question nationale

Sur un livre de Claudie Weill

Enzo TRAVERSO

LES éditions Arcantère viennent de publier *l'Internationale et l'Autre. Les relations inter-ethniques dans la II^e Internationale* de Claudie Weill. Cette collection d'essais, inédits ou peu connus parce que publiés pour la plupart dans des revues spécialisées, représente une contribution enrichissante de réflexions et d'analyses sur le mouvement ouvrier et la question nationale. Trois thèmes majeurs sont au centre de cet ouvrage : la théorie de la nation, le problème des minorités ethniques au sein des empires multinationaux d'avant 1914 et, enfin, la question des migrations ouvrières au tournant du siècle.

Le premier point a déjà été largement traité par l'historiographie, ce qui permet à l'auteur d'intervenir dans le débat actuel avec une série de remarques et d'éclaircissements. Tout d'abord, elle reconstruit la genèse du concept de nation chez Karl Kautsky et Otto Bauer, en soulignant la divergence fondamentale de leurs démarches. Alors que pour Kautsky il s'agissait d'un phénomène essentiellement socio-économique qui se cristallisait au niveau linguistico-territorial, pour le jeune théoricien austro-marxiste (auteur, à l'âge de vingt-cinq ans, du classique *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, publié à Vienne en 1907) la nation représentait une « communauté de destin » fondée sur l'expérience historique intérieurement vécue par un groupe culturel donné. Les éléments de la langue et du territoire étaient donc accessoires et non pas prioritaires dans cette définition qui, au lieu de remplir les conditions objectives établies par Kautsky, semblait plutôt puiser son idée de communauté (*gemeinschaft*) dans la sociologie allemande de souche néo-romantique (Ferdinand Tönnies). Kautsky considérait le système capitaliste comme un immense *melting pot*, à savoir un processus incessant d'assimilation et de

fusion des nations, qui aurait même débouché dans la naissance d'une langue universelle. En respectant les dogmes social-darwinistes de l'époque, il concevait cette monstruosité (et pourtant on s'obstine toujours à chercher dans la bolchevisme les racines d'une *Veltanschauung* totalitaire !) comme le produit d'une sélection naturelle parmi les langues existantes. Otto Bauer opposait à ce mythe « progressiste » l'idée d'une culture internationale se traduisant dans une différenciation croissante des nations puisque, comme il le précisait, les contenus universels du savoir sont toujours perçus et appropriés par chaque nation selon des modalités spécifiques à elle. Anton Pannekoek et Joseph Strasser, partisans d'un internationalisme intransigeant qui repoussait toute hypothèse de séparatisme, rejoignaient Kautsky dans sa préfiguration d'un futur a-national. Toutefois, cette conception était le résultat, chez les deux représentants du « gauchisme théorique », d'une interprétation vulgaire du marxisme qui effaçait complètement le fait national de l'analyse des problèmes sociaux. Claudie Weill se fait justement soucier de distinguer leur attitude de celle de Rosa Luxemburg, qui s'opposait à la revendication de l'indépendance polonaise sans pour autant nier la dimension culturelle des phénomènes nationaux.

Il faut noter que, malheureusement, cette première partie du livre comporte certains déséquilibres : par exemple Trotsky n'est presque jamais mentionné, malgré l'originalité de sa pensée sur la question nationale ; ou, encore, un théoricien mineur comme Strasser se voit confier beaucoup plus de place que Rosa Luxemburg ou Lénine. Mais il s'agit de limitations inhérentes à toute collection d'essais, fragmentaire par sa nature même.

L'analyse du débat sur le problème des minorités ethniques dans les empires austro-hongrois et tsariste permet à



Affiche soviétique des années vingt : une femme musulmane foule aux pieds le voile, symbole de son assujettissement.

l'auteur de mieux historiciser la controverse théorique sur la nation. Le programme austromarxiste d'autonomie nationale culturelle impliquait effectivement une option pour le maintien de l'empire multinational (qui ne survivra pas à la guerre), mais il ne réussit pas à contenir les tendances centrifuges qui déchiraient le mouvement ouvrier lui-même. Cela fut démontré de façon patente par la scission de la centrale de Prague en 1910 et par la mort, *de facto*, du « parti global » (*Gesamtpartei*), dont la dernière réunion eut lieu en 1905. Claudie Weill étudie dans le détail le débat sur le problème des écoles de minorité, concernant en particulier les Juifs galiciens de langue yiddish et les Tchèques de Vienne, qui reflétait en miniature tous les conflits nationaux de la Cisleithanie (la partie autrichienne de la monarchie).

Dans l'empire tsariste, la revendication de l'autonomie nationale culturelle fut largement reprise par les partis ouvriers des minorités extraterritoriales. Elle fut, par exemple, intégrée et développée par des organisations socialistes juives comme le Bund (V. Medem) et le Serp (C. Jitlowski), et par un courant du socialisme arménien, les Daschnaks. Ces mouvements, à la fois socialistes et nationalitaires, ne pouvaient pas trouver une réponse à leurs problèmes dans le programme bolchevik d'autodétermination nationale, qui se réduisait au fond à l'alternative : séparation étatique ou assimilation graduelle. Claudie Weill saisit dans cette orientation la marque

d'un centralisme de type jacobin qui, « au nom de l'égalité des droits, conduit à l'arasement des langues et cultures régionales » (p. 24). Elle reconnaît aussi dans la défense léniniste de l'assimilation « naturelle », c'est-à-dire sans coercition, des minorités ethniques la mauvaise influence de la théorie engelsienne des peuples « sans histoire » (qui fut déjà l'objet d'une critique remarquable par Roman Rosdolsky). Cette analyse est, à mon avis, pertinente dans son ensemble. Il faut bien admettre que, surtout en ce qui concerne la question juive, les sociaux-démocrates russes (et les bolcheviks en particulier) se montrèrent pour le moins bornés, au sens qu'ils ne furent pas capables d'en comprendre la dimension nationale. Mais je crois aussi que cette analyse devrait être nuancée : Staline, par exemple, faisait preuve, dans son célèbre ouvrage de 1913, d'un assimilationnisme farouche à l'égard des minorités nationales, tandis que Lénine eut toujours le souci de défendre le principe de l'autonomie culturelle au niveau régional.

L'essai consacré au débat sur les migrations ouvrières dans la II^e Internationale éclaircit un domaine qui est resté jusqu'à maintenant largement inexploré par l'historiographie, et il faut donc le mettre en valeur pour son caractère de pionnier. Ce débat se déroula dans les pages de *Die Neue Zeit* dans la période comprise entre les congrès d'Amsterdam (1904) et de Stuttgart (1907) de l'Internationale. Il fut marqué par des analyses théoriques,

comme celle d'Otto Bauer qui étudiait le phénomène migratoire par rapport au développement du capitalisme et aux changements qui s'ensuivaient dans la division internationale du travail, mais aussi par des interventions « pragmatiques » visant à esquisser une solution concrète du problème. Comme il est facilement compréhensible, à une époque où les Juifs d'Europe orientale émigraient par millions aux Etats-Unis, le Bund se prononçait pour une émigration libre et sans limitations. L'Américain Morris Hillquit, en revanche, revendiquait l'exclusion des immigrés chinois du syndicat (l'American Federation of Labour), en établissant parmi les différents groupes d'immigration une hiérarchie dont le racisme était tout à fait explicite. Il considérait l'immigration comme une simple tactique des patrons pour réduire les salaires et il souhaitait l'adoption d'une série de lois nécessaires à son blocage. Cette position fut défendue, lors du congrès de Stuttgart, par le représentant du Parti socialiste australien, Krömer, qui affirmait : « Par l'introduction des Chinois et des Japonais, les capitalistes ont essayé de réduire les salaires. Les ouvriers de couleur sont rebelles à l'organisation. C'est ce qui a amené le Labour Party d'Australie à opposer à l'invasion des Jaunes le principe de l'Australie blanche. (...) Si on permettait une immigration limitée, on empêcherait les progrès du socialisme. » (cité p. 108) Une attitude révolutionnaire fut développée, dans la *Neue Zeit* et au congrès de Stuttgart, par le Bund et par le délégué hongrois Joseph Diner-Denes. Ce qu'il fallait combattre, disaient-ils, ce n'était pas l'« invasion des Jaunes », mais le chauvinisme dominant chez les travailleurs américains, dont la conscience trade-unioniste n'allait pas toujours de pair avec l'internationalisme. Comme on peut le constater, il s'agit d'un débat qui garde toute son actualité.

C'est l'auteur lui-même qui nous donne, dans l'introduction, la clé pour comprendre ce recueil : « Toutes ces analyses sont liées entre elles par une interrogation majeure : la perception de l'Autre, de l'« étranger » dans toute la relativité du terme par les socialistes de la II^e Internationale, c'est-à-dire le contenu et les modalités concrètes de ce qui constitue sa raison d'être, l'internationalisme prolétarien. » (p. 7) Le résultat, c'est une contribution importante à la connaissance d'un aspect de la culture et de l'histoire du mouvement ouvrier.

Enzo Traverso

● *Les relations inter-ethniques dans la II^e Internationale*, Claudie Weill, éditions Arcantère, 75 F. En vente à la librairie la Brèche.

Restructurer la société industrielle, un programme faisable pour l'opposition

Christian SCHMIDT, porte-parole des Grünen

Christian Schmidt nous avait donné une contribution pour notre numéro spécial consacré à Gramsci et aux questions de stratégie. Malheureusement, cet article nous est parvenu trop tardivement pour que la traduction puisse en être réalisée dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes donc vus dans l'obligation d'en reporter la publication. Ce que nous faisons dans ce numéro de septembre. Nous nous excusons auprès de Christian Schmidt pour ce retard et nous le remercions chaleureusement de nous donner cette importante contribution.

Christian Schmidt a été élu en mai 1987, lors du congrès national des Grünen à Duisburg, comme l'un des trois porte-parole du parti.

Critique communiste reproduit son rapport, sous une forme légèrement abrégée, à partir des documents du congrès national de Nuremberg de septembre 1986. Titres et intertitres sont de la rédaction.

Avec 8,3 % des voix aux élections législatives de janvier 1987 et face au tournant à droite sous le gouvernement chrétien-libéral de Kohl, mais aussi face à une opposition social-démocrate qui ne voudrait que s'adapter aux contraintes du système d'une façon différente, les Grünen se sont affirmés comme étant un parti de gauche indépendant qui représente politiquement les aspirations des syndicalistes critiques ainsi que celles des nouveaux mouvements sociaux.

En septembre 1986, lors de leur congrès national à Nuremberg et avec leur programme Restructurer la société industrielle, les Grünen ont tenté de développer un contre-projet social à partir de revendications nées des mouvements extra-parlementaires des dernières années, et à partir de projets de lois présentés dans les conseils municipaux, régionaux et au Parlement. A côté du programme électoral des Grünen, que le courant « realpolitik » a même critiqué comme étant trop extrémiste à cause de ses prises de position revendiquant de sortir de l'OTAN, d'ouvrir les frontières aux immigrants, d'arrêter immédiatement toutes les centrales nucléaires, le programme de restructuration définit aujourd'hui l'identité programmatique des Grünen comme étant un parti de gauche. Il a attiré, en particulier, l'aile gauche du « vieux mouvement social », des syndicats, où il n'est pas seulement discuté par les militants de base puisque la direction de l'IG Metall (syndicat des métallos) a pris position en faveur de ce programme.

Le « Programme à court terme contre le chômage, la misère et la pollution » veut montrer des voies qui « seraient possibles dans la mesure où la volonté politique ne ferait pas défaut ». A cette fin, il ne se contente pas de

présenter sur cent dix-sept pages un catalogue de mesures en vue d'une transformation de la production industrielle, des structures économiques et de l'état social, mais il prouve aussi qu'on pourrait les financer. La gauche écolo-socialiste était tout d'abord assez sceptique face à ce projet. Ce programme de restructuration présente des contradictions lorsqu'il s'agit de définir les rapports entre d'une part les « nouvelles formes de propriété sociale » des moyens de production et, d'autre part, « le mécanisme du marché comme moyen de régulation de l'économie ». Mais, surtout, il fut récupéré par l'aile « realpolitik » du parti dans la perspective d'une « alliance des réformateurs » avec le SPD ; d'aucuns l'ont perçu, à tort, comme étant déjà un projet réalisable pour un gouvernement de coalition SPD-Grünen.

Les élections législatives et régionales de 1987 ont montré que les Grünen peuvent certes croire avec un programme de restructuration radicale mais qu'ils ne peuvent pas encore gagner ainsi une majorité sociale. Mais pour un nouveau débat stratégique, qui doit avoir lieu début 1988 lors d'un congrès national, le programme de restructuration restera un point de référence central pour les différentes options sur les alliances politiques prises par les différents courants du parti.

Dans son rapport qui a été présenté en septembre 1986 comme contre-projet pour le préambule du programme de restructuration, Christian Schmidt fait ressortir en quoi ce projet de restructuration s'oppose aux programmes réformistes sociaux-démocrates. Pour lui, cette restructuration n'a tout d'abord aucune chance en tant que programme de gouvernement, mais a bien plus la fonction d'une « utopie concrète ».

SI nous résumons l'absurdité de la société industrielle des années quatre-vingt en disant que la dégradation écologique empire dans la mesure où les technologies se modernisent ; le chômage augmente dans la mesure où les investissements de modernisation augmentent ; et la pauvreté se répand de plus en plus dans la mesure où on fait de plus en plus pour une économie florissante et une explosion de profits ; alors il nous faut constater que la politique de tous les partis gouvernementaux depuis 1980 à Bonn visait essentiellement à soutenir et à renforcer ces tendances. Et ni le changement de gouvernement en 1982 ni le remplacement à l'intérieur du SPD de Schmidt par Rau n'ont changé quelque chose à cet état de fait.

Le SPD mise sur la modernisation écologique

C'est justement depuis que l'économie « s'est remise », depuis que les trusts allemands de l'électronique, de la chimie et de l'automobile fêtent de véritables triomphes sur les marchés mondiaux, depuis que des astronautes allemands partent à la conquête de l'espace, que la concurrence entre les partis gouvernementaux et le SPD se résume dans la question de savoir qui est le plus apte à assurer la conquête des marchés mondiaux et qui prépare avec le plus de détermination la victoire des nouvelles technologies.

Il est manifeste que même les grands partis qui sont pour l'industrie et la croissance ont réagi politiquement aux scandales de la pollution et au défi écologique dans son ensemble. Des déclarations en faveur de la défense de l'environnement sont, entre-temps, tout aussi courantes que celles que l'on entend en faveur des obligations sociales qui incombent à la propriété. Dans tous les programmes et les mesures de protection de l'environnement, que ce soient ceux du gouvernement ou du SPD, nous reconnaissons toujours un motif central qui est formulé ainsi : réconciliation de l'économie et de l'écologie. En clair, cela signifie que toutes les mesures sont approuvées tant qu'elles n'entrent pas en collision avec les intérêts de l'industrie concernant ses profits. D'ailleurs, le SPD a été le premier à reconnaître les chances qu'ouvre à l'industrie d'exportation de la République fédérale une « offensive écologique ». Il a reconnu par exemple qu'une rénovation de la politique des déchets toxiques est indispensable pour que l'industrie chimique puisse poursuivre à l'avenir, et à une échelle encore plus grande, la production de ses pro-

duits toxiques et surpétotoxiques. Et il a reconnu qu'une « modernisation écologique » entraîne le développement de nouvelles techniques de défense de l'environnement qui ouvrent à l'industrie de nouveaux débouchés sur les marchés mondiaux. Le SPD a résumé cette stratégie de modernisation dans son programme *Travail et environnement* dont l'idée asociale centrale consiste à faire payer aux consommateurs des milliards dans un fonds de subvention qui sert à financer la modernisation écologique des entreprises industrielles et du service public.

Nous reconnaissons ici avec quelle perfidie l'idée de défense de l'environnement est pervertie en son contraire : ce qui avait commencé comme mouvement pour sauver la nature et défendre la santé humaine, contre les destructions et menaces industrielles, se dégrade en un programme de défense de l'environnement dont la principale préoccupation est de savoir comment peut être assurée la survie des productions industrielles les plus nocives, et comment conserver leurs chances d'exportation malgré les catastrophes écologiques et les protestations.

Le programme social-démocrate pour l'emploi : aucune solution

La conception suivante semble être d'une simplicité séduisante : maintenant que la société industrielle — avec près de trois millions de chômeurs — manque de travail et que, d'autre part, les problèmes de l'eau polluée, des bâtiments en décrépitude et d'autres dégradations se sont multipliés, il faudrait mettre sur pied des programmes spécifiques qui permettraient d'embaucher des chômeurs pour des travaux écologiques de réparation ou de mise en état. Étant donné que ces programmes sont conçus de telle sorte que toutes les autres productions antérieures continuent comme par le passé, et que tout nouvel investissement crée de nouveaux emplois, ils semblent être, d'un point de vue syndical, tout à fait séduisants. Dans cet esprit, le programme spécial de la centrale syndicale DGB promet la création et le maintien de centaines de milliers d'emplois.

Laissons tout d'abord de côté la question de savoir si ces pronostics se vérifieront. Mais d'emblée une chose saute aux yeux : à quel stade de maladie en est arrivée une société dans laquelle on fête comme une victoire le fait de réembaucher les gens qui ont d'abord été expulsés de la production des richesses industrielles, pour qu'ils se



Mars 1983 : l'entrée des députés grünen au Bundestag.

chargent ensuite de faire disparaître les dommages provoqués par cette industrie ! L'absurdité de la motivation qui se cache derrière une telle démarche — à savoir : « du travail avant tout » — nous est familière dans l'industrie de l'armement, où on justifie de nouvelles commandes de tanks ou de frégates par la création de nouveaux emplois, et où on refuse des propositions de désarmement en alléguant les emplois qui pourraient disparaître.

Il est vrai que, dans les programmes pour l'emploi en discussion aujourd'hui, il ne s'agit pas de productions d'armes destructrices. Pourtant ce parallèle s'impose, car ces nouveaux programmes partent aussi du principe que des productions destructrices d'un point de vue écologique doivent être maintenues et qu'elles sont la base du « miracle de l'emploi ». C'est ainsi par exemple que des « programmes d'investissements nouveaux » signifient que toutes les productions chimiques qui ruinent la santé et la nature sont maintenues. Et, pour qu'elles puissent continuer sans que l'écosystème s'effondre totalement, on modernise les systèmes de filtrage et de stockage des déchets. Sur le plan économique cela signifie que des coûts de plus en plus élevés retombent sur la communauté pour maintenir la production de profits privés, et sur le plan écologique que les produits toxiques, résultant de la production industrielle, sont trébuchés à droite et à gauche au lieu d'être stoppés à la source.

Les espoirs liés à ces programmes pour l'emploi de pouvoir ainsi combattre le chômage de masse de façon structurelle doivent être mis en doute. Car si on réalise que le chômage structurel va de pair avec des faiblesses régionales structurelles, comment faire pour que ce

soient précisément ces régions les plus pauvres qui arrivent en tête des investissements publics ? Et même en supposant qu'elles y arrivent et que dans dix ans elles aient une infrastructure parfaite, avec canalisation, centre-ville rénové, décharge publique modèle, appartements avec les meilleures isolations thermiques, est-ce que tout ceci changera quoi que ce soit aux structures économiques de cette région ? Non certes, du moins tant que ces investissements ne sont pas liés à un concept de développement alternatif qui devrait s'affirmer contre les intérêts de croissance des centres industriels et leurs technologies.

Malgré toute la valeur que peuvent avoir, ici ou là, les mesures proposées dans les programmes pour l'emploi dans les domaines de la rénovation, des économies d'énergie, des moyens de transports publics, etc., leur utilité est pourtant en partie abolie et même pervertie en son contraire si l'on préserve tous les objectifs politiques industriels antérieurs.

Pas de restructuration sans suppression du capitalisme industriel

Si l'on admet que la pollution et le chômage de masse sont aujourd'hui les deux maux sociaux principaux, les Grünen pensent qu'il faut ajouter que la cause essentielle de ces maux réside dans le fait que dans le capitalisme industriel les bénéfices de la croissance sont d'autant plus élevés que l'on peut détruire la nature, se débarrasser des déchets toxiques sans la moindre vergogne et que l'on peut supprimer le travail humain en rationalisant sans le moindre scrupule en augmentant ainsi

le nombre de personnes sans aucune garantie de revenus.

Imaginons, en revanche, un seul instant, que chaque entreprise soit obligée de continuer à payer les licenciés jusqu'à ce qu'ils retrouvent un emploi équivalent. Alors ce n'est pas seulement le problème du chômage qui disparaîtrait en un clin d'oeil, mais ce seraient les directions des entreprises elles-mêmes qui encourageraient fébrilement la recherche de produits et de procédés de production alternatifs.

Ou imaginons que chaque entreprise soit obligée de faire disparaître les nuisances écologiques et les déchets résultant de sa production et de prouver avant même le début de toute production qu'elle en est capable. Alors ni la production d'électricité nucléaire ni les substances contenant de la dioxine n'auraient jamais été permises et d'autres productions, telles que les emballages, seraient devenues si onéreuses que cette augmentation délibérée de la masse des déchets ne serait tout à coup plus rentable.

Ceux qui veulent vraiment faire quelque chose de décisif contre la pollution et le chômage de masse devraient soutenir ces deux « revendications réformistes toute modestes » : paiement intégral du salaire pour les licenciés et introduction d'un principe de « responsabilisation écologique » comme mesures immédiates efficaces.

Mais dans le même temps il faut dire ce que signifient réellement ces mesures immédiates modestes : ce serait abandonner immédiatement le système économique industriel capitaliste. Car ce système est, entre autres, basé sur le fait que la production privée déterminée par le profit a le « droit » de provoquer des dommages économiques et sociaux et de faire retomber leurs coûts sur la communauté.

Le programme de restructuration de la société industrielle présenté ci-après ne propose certes pas de solutions « simples » et ne prétend pas non plus pouvoir sortir à court terme du système industriel. Mais il s'oriente d'après les mêmes objectifs : la restructuration en un système économique qui respecte les cycles écologiques, qui intègre les valeurs sociales et écologiques dans les décisions économiques et qui, d'une façon générale, soumet toute décision économique à un contrôle démocratique.

Le point de départ théorique et pratique de nos revendications se trouvait et se trouve dans les objectifs qui ont été thématiques ces dernières années par les différents mouvements alternatifs écologiques et sociaux.

Dans le chapitre « Politique énergétique », par exemple, nous avons repris

la revendication du mouvement antinucléaire de l'arrêt immédiat de toutes les centrales nucléaires, de la démocratisation des monopoles chargés de l'approvisionnement énergétique et de la mise en place d'alternatives qui économisent l'énergie et qui sont compatibles avec l'environnement.

Dans le chapitre « Politique des transports », nous avons rassemblé les revendications des innombrables initiatives contre la destruction du paysage par le béton et contre la ville conçue pour l'automobile, et nous avons montré comment on peut réaliser des alternatives qui évitent des dommages pour l'environnement et la santé en réduisant la circulation et en améliorant les moyens de transports publics.

Dans le chapitre « Politique de développement régional » nous avons repris les revendications des différents groupes de travail d'entreprises et de syndicats réclamant un travail utile au lieu de la production d'armements, des plans d'embauche au lieu des plans sociaux, et nous avons montré comment on peut trouver des alternatives à la politique actuelle d'implantation industrielle et de destruction des emplois en proposant des produits alternatifs, en changeant la politique d'investissement du secteur public et en soumettant les subventions économiques à un contrôle démocratique.

D'habitude, les partis politiques ne reprennent les revendications des mouvements sociaux et démocratiques — si tant est qu'ils le fassent — que pour leur enlever leur substance radicale en les « transposant » à un niveau parlementaire, pour les édulcorer en les réduisant à ce qui est, paraît-il, faisable, et en renvoyant la réalisation de leurs éléments centraux et essentiels aux calendes grecques.

Avec ce programme de restructuration nous avons suivi la démarche inverse. La quantité de revendications rassemblées ici renforce justement la conviction que toute politique de réforme — même celle des petits pas — est condamnée à l'échec si on ne touche pas en profondeur à la politique de croissance du capitalisme industriel. Et, d'autre part, nous montrons qu'il est tout à fait possible de commencer ici et maintenant en posant des jalons essentiels pour une autre forme de développement sans que la destruction du capitalisme industriel soit un préalable nécessaire.

Réorganisation des instruments d'Etat

Le défaut de la politique actuelle, économique, écologique et sociale, n'est

pas du tout que l'Etat ait trop peu de moyens financiers et politiques pour diriger l'économie. Si l'on regarde de plus près, c'est plutôt le contraire qui apparaît. Ce qui saute aux yeux, ce sont les milliards qui ont en partie connu des hausses vertigineuses et qui sont versés sous forme de subventions, de commandes pour l'armée, pour la poste, pour la politique nucléaire et spatiale de l'Etat ; ou encore les règlements politiques qui assurent aux entreprises d'approvisionnement énergétique le monopole, qui protègent les spéculateurs du bâtiment et qui permettent

- la réorganisation de tout le système de subventions pour l'économie ;
- la réduction du pouvoir des grosses banques ;
- l'intervention dans la politique pharmaceutique et les revenus des médecins ;
- le développement des droits garantis par les conventions collectives et de la participation.

En somme, ces mesures visent à réduire ou à supprimer le droit du capital privé de disposer des investissements ou des aides à l'investissement de l'Etat. Le « droit » des entrepreneurs



Octobre 1983 : manifestation en refus de la mort nucléaire.

dans le domaine écologique que la production de produits toxiques continue malgré de nouvelles obligations et de nouveaux seuils de tolérance.

Ce n'est donc pas l'argent ou les possibilités d'intervention qui manquent. Ce qui compte, dans le fond, au plan de la politique de l'Etat, c'est de transformer d'un point de vue écologique et social ces instruments d'intervention.

C'est pourquoi nous précisons dans ce programme comment une politique fondamentalement différente — où l'Etat dirige indirectement l'économie dans le domaine des entreprises publiques et dans celui de la prévention et de la sécurité sociales — peut être le début de transformations fondamentales allant à l'encontre des tendances de croissance du capitalisme privé.

Dans le domaine de l'intervention économique indirecte nous demandons :

- des interdictions, des obligations et des taxes ;
- la suppression des subventions pour certaines branches et certaines technologies (génétique, espace, garanties de l'Etat pour l'exportation, etc...) ;

de poursuivre n'importe quelle production, même celles qui sont mortelles, est aboli. La possibilité de faire porter par la communauté les frais des dommages provoqués est supprimée.

Des moyens publics pour une restructuration écologique

Nous voulons que, là où des subventions sont accordées aux branches en crise, ces milliards ne soient pas des cadeaux aux capitalistes privés pour qu'ils puissent de nouveau rationaliser afin de remettre leur entreprise au niveau du marché mondial et faire de nouveau des profits, tandis que des centaines d'employés sont à la rue et les subventions de l'Etat perdues. Au lieu de cela, nous voulons dans de tels cas des aides financières sous forme de participations de l'Etat et nous réclamons que les rationalisations nécessaires et les adaptations au marché mondial soient liées à des « plans d'embauche », à des projets de produits alternatifs qui soient élaborés avec les employés eux-mêmes dans le cadre d'une politique structurelle régionale.

Nous nous efforçons que les moyens mis à la disposition des subventions économiques soient reconvertis pour subventionner et développer des produits et des séries compatibles avec l'environnement et socialement utiles, et qui aient un effet important sur l'emploi. Nous escomptons que l'on puisse commencer par les investissements, dont nous parlons plus en détail ailleurs, dans les domaines de l'énergie alternative, de l'agriculture, des moyens de transport, de la construction et rénovation de logements, etc., pour aboutir à une politique industrielle alternative qui se base sur ces investissements, dans les branches de la machine-outil, des techniques de l'énergie et de la défense de l'environnement, les matériaux de construction, la construction des véhicules ou les denrées alimentaires. Dans ce contexte, la politique d'investissement des entreprises publiques ou communales joue un rôle important. En les décentralisant et en les démocratisant, il faut les obliger à respecter cette politique orientée sur des critères écologiques sociaux. Les subventions de l'Etat sont de l'argent qui appartient à la communauté. C'est pourquoi leur distribution à des tierces personnes doit être soumise à un contrôle démocratique strict et elle doit être liée à des objectifs politico-économiques clairement définis. Pour garantir cela, il ne suffit pas de formuler certains souhaits dans les lois concernant les subventions et les impôts tout en laissant faire le jeu des bureaucraties interétatiques et des bénéficiaires de ces subventions sans aucun contrôle sur les résultats. Puisque nous sommes pour que des moyens financiers publics soient investis pour une restructuration écologique, pour le maintien et la création d'emplois et pour une politique de développement régional autonome, les subventions et, d'une façon générale, toute incitation économique devraient profiter aux secteurs où un intérêt correspondant à ces objectifs peut s'articuler de façon démocratique.

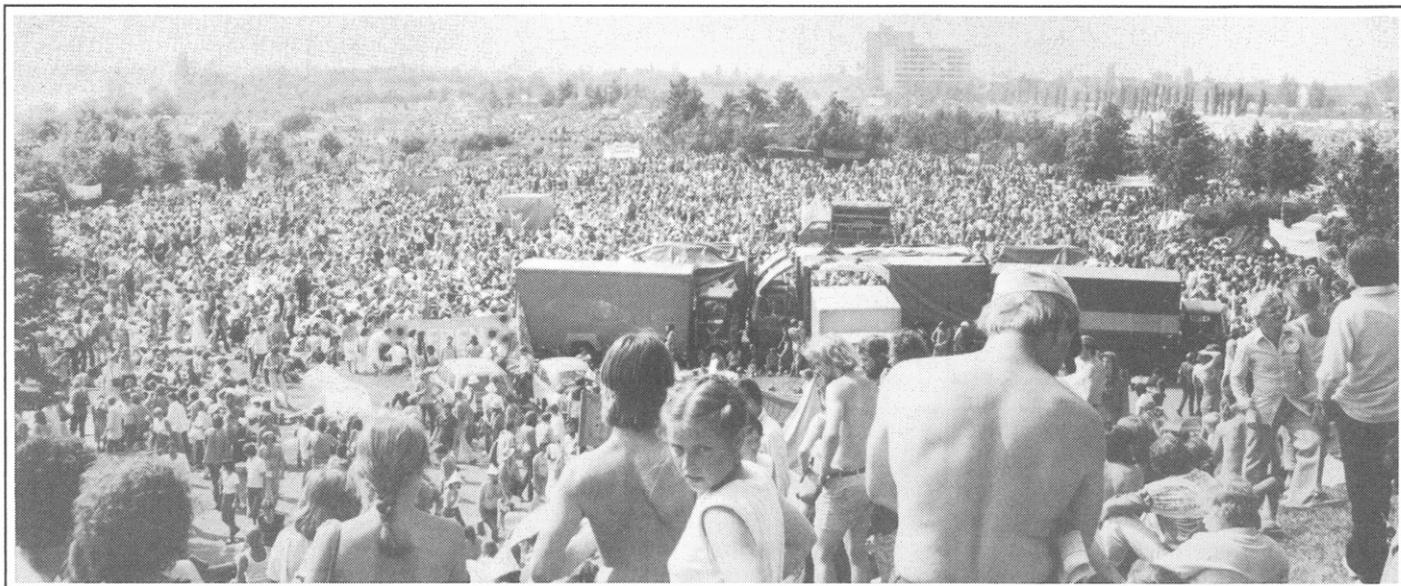
Là où il s'agit de soutenir des grosses entreprises ou ce que l'on appelle les branches en crise, nous proposons la création de fonds par branche. Ces fonds doivent d'une part financer le travail de conseils structurels qui élaborent des concepts de développement alternatif et, d'autre part, assurer la distribution des moyens nécessaires à la restructuration, sous forme de participations de l'Etat. Les conseils d'administration des fonds et les conseils structurels sont nommés par des représentants des employés concernés. Toute autre exonération d'impôts et toute subvention directe au plan national ou régional est remplacée par la création de fonds

régionaux ou communaux. Leurs conseils d'administration et de développement régional sont nommés sur une base tripartite par les représentants des employés de l'endroit concerné, par les représentants d'organisations de consommateurs ou d'usagers ainsi que par les représentants des conseils municipaux concernés.

Démocratisation des entreprises publiques

Dans les domaines de l'approvisionnement en énergie et en eau, du ramassage des ordures et des eaux usées, dans la politique des transports et du bâtiment ainsi que dans une bonne part du système de crédit, l'Etat dispose traditionnellement par le biais des entreprises publiques d'importants moyens d'intervention économique directe. Aujourd'hui, leur politique est toutefois entièrement calquée sur les principes économiques de leur environnement qui est le capitalisme privé. Des instituts de crédit et des entreprises du bâtiment publics participent avec tout aussi peu de scrupules que le privé aux spéculations, les services de l'électricité et des eaux mènent une politique de croissance tout aussi néfaste que les entreprises privées en stimulant la consommation de courant et d'eau. Et dans d'autres secteurs les mêmes raisons qui poussent les entreprises publiques à s'adapter à la rentabilisation privée du capital font que ces entreprises sont maintenues dans un déficit chronique qui les oblige à avoir une politique des tarifs en conséquence : c'est ainsi que les transports en commun assurent indirectement les intérêts de l'industrie automobile qui profite des transports individuels, et les entreprises d'approvisionnement en énergie et de récupération des déchets soutiennent leurs gros clients industriels par des tarifs préférentiels bon marché.

D'autre part, ces dernières années ont montré de façon de plus en plus flagrante la place importante qu'occupe ce secteur des entreprises publiques tant sur le plan écologique que sur celui de l'emploi. C'est ainsi que les Grünen ont déjà indiqué, dans leur programme économique de Sindelfinger de 1981, qu'une politique économique et d'investissement fondamentalement différente dans ce secteur peut être le début d'une transformation fondamentale de la politique industrielle de croissance menée jusqu'ici. Le point de départ réside dans les revendications présentées et développées dans ce programme de restructuration pour un développement des transports publics et par chemin de fer, pour l'installation d'un système écolo-



10 juin 1982 : 250 000 personnes manifestent à Bonn contre les armes nucléaires et la visite de Reagan.

gique de récupération des déchets et des eaux usées ainsi que pour une restructuration et un renforcement de la construction de logements communaux à but non lucratif.

Nous réclamons en même temps une restructuration de fond en comble de ce secteur d'entreprises dans une perspective de décentralisation et de démocratisation. L'accent doit être mis sur la « communalisation » des entreprises d'approvisionnement en énergie et de construction de logements par exemple, ainsi que sur l'introduction de possibilités démocratiques données aux locataires, aux usagers, aux clients et aux initiatives communales pour influencer la politique économique de ces entreprises.

Une politique sociale conçue comme politique d'émancipation

Le troisième grand secteur d'activité de l'Etat ayant des incidences économiques est la politique sociale. Les sommes énormes qui atteignent des milliards et qui sont dépensées par le biais des systèmes d'assurance sociale et les budgets publics ne peuvent pas faire oublier que la politique sociale n'est pas traitée comme une politique sociale au sens propre du terme, mais comme le budget restant après que toutes les affaires économiques ont été réglées et satisfaites. Dans les chapitres intitulés « Restructuration sociale », nous partons du principe que la division entre intérêts économiques prioritaires et affaires sociales secondaires doit d'abord être dépassée si l'on veut que la politique sociale puisse devenir un élément d'émancipation sociale. Dans le capitalisme industriel d'aujourd'hui, la sépara-

tion la plus répandue et socialement la plus néfaste est celle qui distingue d'une part le travail payé et, d'autre part, le travail ménager non payé. Cette division du travail qui se fait uniquement au détriment de la femme conduit à ce qu'une société industrielle organisée sur le modèle patriarcal peut s'approprier « gratuitement » un travail socialement nécessaire sans le reconnaître pour autant comme activité économique. Au contraire, la politique traditionnelle de la famille a tendance à traiter les « femmes au foyer », qu'elles travaillent au-dehors ou pas, comme des cas sociaux dont l'Etat compense les pertes financières et professionnelles par des « revenus sociaux » d'un montant ridicule (allocations familiales, allocations d'éducation, fonds « mère et enfant », etc.). L'objectif de cette conception de la politique sociale de la famille est toujours en fin de compte de maintenir la division du travail selon les sexes aussi bien dans le ménage que dans les carrières professionnelles.

Dans ce programme de restructuration, nous poursuivons l'objectif opposé. La participation à l'égalité des femmes à l'emploi et à la formation doit être réalisée petit à petit par l'établissement de quotas réservés aux femmes dans l'emploi et la formation, et par des programmes de soutien aux femmes de la part de l'Etat. Par des congés avec garantie de l'emploi, des allocations pour la garde de l'enfant et la prise en charge des contributions versées à la Sécurité sociale, on doit faciliter la compatibilité de la profession et de la garde des enfants en bas âge. Il est à préciser que, lorsque les deux parents se chargent de l'éducation, les mises en congés ne sont possibles que si femme et homme les prennent à part égale. De plus, une allocation familiale de trois

cents marks, indépendante des revenus, est prévue, et les possibilités de garde publique des enfants doivent être améliorées.

Le deuxième domaine dans lequel la subordination du social à l'économique a des conséquences de plus en plus catastrophiques est celui des revenus des retraités et des chômeurs, ainsi que les services publics. Dans les dix dernières années, ils ont été régulièrement l'objet de réductions à mesure que la situation économique se dégradait et que la dette de l'Etat augmentait. De cette façon, depuis 1980, des centaines de milliards ont été transférés du bas vers le haut, des services sociaux que l'on dit non productifs vers des activités économiques que l'on dit productives.

Avec ce programme de restructuration, nous refusons cette division entre « sujets économiques dignes de soutien » et « objets sociaux dont on peut se passer ». Nous refusons d'accepter que, dans une société où l'on peut sans sourcilier financer des projets coûtant des centaines de milliards dans des secteurs aussi « productifs » que l'armement, les emballages, la publicité, des projets gigantesques dévastateurs, ou encore verser des milliards pour aider à détruire des denrées alimentaires, que dans une telle société il ne soit pas possible de financer les retraites et les allocations de chômage qui permettent une vie décente. Des experts, mais surtout des organisations de personnes concernées, ont calculé que dans des conditions de vie actuelles un revenu minimum de mille deux cents à mille cinq cents marks est nécessaire. Dans ce programme de restructuration, nous avons montré qu'un tel minimum garanti n'est pas seulement « justifié sur le plan moral », mais qu'il est aussi tout à fait possible de le financer si l'on

change en profondeur le système de production des richesses.

Dans le même temps, il est clair qu'un minimum social garanti pour tous est réalisable ou ne l'est pas dans la mesure où le rapport entre les revenus provenant des salaires et ceux provenant du capital diminue ou augmente et où le taux de chômage actuel diminue ou non. Pour ces deux questions la politique de négociation des syndicats et leur capacité à s'imposer prend un rôle central. Par une interdiction des lock-out, par de nombreuses améliorations dans la législation du travail, par la remise en vigueur des droits protégeant les travailleurs qui ont été supprimés dans le cadre de ce qu'on appelle les incitations à l'emploi, il faut renforcer de façon sensible la position contractuelle des syndicats. Dans la lutte contre le chômage de masse nous estimons que la revendication syndicale de la réduction du temps de travail hebdomadaire, d'abord à trente-cinq heures, avec compensation salariale intégrale, est résolument la meilleure mesure et la plus efficace. Cette politique est à soutenir de la part de l'Etat par une suppression des heures supplémentaires prescrite par la loi ainsi que par des mises en disponibilité garanties par la législation du travail et financées par l'Etat.

Le troisième domaine dans lequel une restructuration sociale doit surmonter la division néfaste entre l'économie et le social est la politique de santé de l'Etat. Elle a abouti à ce résultat absurde : les domaines de la santé qui sont à mettre au chapitre « économie », donc les trusts pharmaceutiques, la construction d'instruments médicaux et les honoraires des médecins, ont connu une croissance inégalée ailleurs, tandis que les fonctions qui sont à mettre au chapitre « social », tels que les services médico-sociaux, les soins et la prévention, sont souvent victimes de la politique de rigueur de l'Etat. C'est ainsi que, durant les dernières années, la santé et les soins médicaux se sont plutôt dégradés tandis que les coûts de la santé ont connu une montée vertigineuse.

Dans ce contexte, nous préconisons de mettre fin à cette explosion des coûts en limitant les revenus des médecins et la publicité pharmaceutique et d'utiliser une partie des moyens ainsi libérés pour une meilleure prévention (surtout dans la médecine de l'environnement et du travail), pour le développement de la thérapie sociale, pour l'amélioration des soins aux malades et le développement de centres de santé.

Un des objectifs de ce plan de restructuration est de contrecarrer la propagande des politiciens de l'industrie et de la croissance selon lesquels les alter-

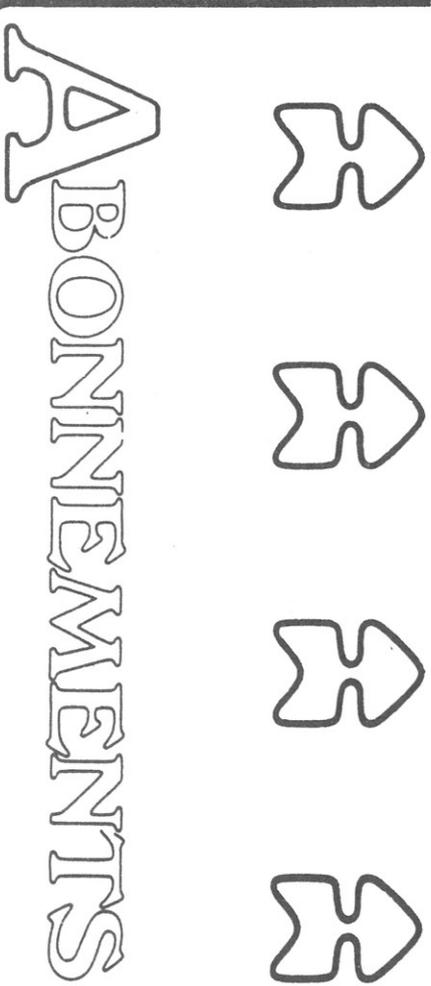
natives à leur politique ne seraient pas faisables pour telle ou telle raison. La question du financement y joue un rôle prépondérant. C'est pourquoi, sans avoir la prétention absurde de vouloir présenter des budgets de rechange au niveau national, régional ou communal, nous avons concrétisé dans ce programme quels sont les leviers financiers qu'il faudrait mettre en oeuvre pour pouvoir assurer le financement des investissements écolo-sociaux proposés et les améliorations dans le domaine social.

Faisable sur les plans technique et financier, pas encore politiquement

Dans certains domaines où un bilan précis sur le plan budgétaire semblait possible et souhaitable, nous l'avons fait. C'est le cas, par exemple, pour les conséquences financières des modifications du système d'impôts et de retenues sur les salaires, ainsi que pour les domaines où il s'agit avant tout de transferts internes de moyens budgétaires, par exemple pour les changements de ce qu'on appelle les compensations des charges familiales, pour les secteurs de la santé, des transports, du logement et de l'agriculture.

Dans d'autres domaines, nous avons dû nous contenter par la force des choses de donner un cadre approximatif des dimensions financières de ces mesures de restructuration. Car il va de soi que le financement d'une restructuration sociale ne dépend pas seulement de données planifiables sur le plan de la technique budgétaire. C'est ainsi qu'il serait par exemple certes possible sur le plan de la technique budgétaire de « transférer » dans des domaines plus utiles les dépenses pour la défense qui se montent à environ soixante milliards de marks et que nous considérons comme absurdes et nuisibles. Mais, dans le contexte de la discussion générale sur la paix et l'armement, cette opération de technique financière n'aurait guère de sens politiquement. Et il serait tout aussi peu dans nos intentions de réduire le budget de l'armement d'un ou deux milliards pour des raisons de pseudo-réalisme, pour ainsi accepter le reste comme voulu par Dieu ou comme étant même politiquement raisonnable.

Pour ce qui est du financement exact d'une restructuration sociale, ce sont les moyens financiers qui n'apparaissent dans aucun budget qui sont encore plus déterminants : par exemple ce sont les dizaines de milliards que Siemens ou Daimler Benz amassent aujourd'hui en argent liquide ou qui sont gaspillés pour une publicité insen-



sée. Bien entendu on ne peut pas disposer en général de ces moyens par le biais de la politique fiscale, et pourtant ils ne doivent pas rester tabous dans le cadre d'une restructuration sociale. La proportion dans laquelle le capital peut se permettre d'accumuler des profits, ou de les gaspiller de façon improductive, dépend, entre autres, de l'évolution des rapports de forces sociaux. Succès ou défaite lors de confrontations salariales jouent pour la question du financement d'une restructuration sociale un rôle tout aussi important que telle ou telle décision de politique budgétaire. Par exemple, si le capital réussissait, avec l'aide massive du gouvernement fédéral actuel, à introduire partout des contrats à durée limitée et du travail à temps partiel sans garantie, et à réduire les salaires en dessous du seuil de pauvreté en brisant les possibilités de grève, alors toute politique de l'Etat visant à assurer un minimum « décent » pour les revenus sociaux serait vouée à l'échec. En revanche, des succès dans les négociations sur les salaires et les conventions collectives, surtout ceux qui contribuent à réduire le chômage de masse, augmenteraient substantiellement les chances de pouvoir imposer une restructuration sociale et de pouvoir aussi régler le problème du financement des mesures de l'Etat.

Au début, nous avons souligné que ce programme de restructuration est conçu comme un « programme à court terme » contre la pollution, les préjudices sociaux faits aux femmes, le chômage de masse et la pauvreté. Cela dit, il nous tenait à coeur de prouver que des alternatives sont tout à fait possibles, du moins sur le plan de la technologie, de l'économie et des finances. Ce n'est pas seulement pour renforcer le pouvoir de persuasion des propositions des Grünen. Car, depuis que le débat politique se concentre de plus en plus sur les questions écologiques et technologiques et sur leurs alternatives possibles, ce fut toujours l'argument le plus « frappant » des dominants et de leurs représentants dans les partis de dire que la voie du capitalisme industriel est la seule qui soit praticable. Il faut s'accommoder des dangers et des scandales de la pollution car un abandon de l'industrialisme qui les provoque serait équivalent à un retour à la misère et à la pauvreté de l'ère d'avant l'industrialisation.

Sur cette question de savoir ce qui est réellement faisable et ce qui ne l'est pas, les débats technologiques des dix dernières années ont apporté d'importants éclaircissements. Lorsqu'au début du mouvement anti-nucléaire on réclamait l'abandon de cette technologie qui menace la vie elle-même, l'argument

préféré des défenseurs de cette technologie était de dire que sans électricité d'origine nucléaire toutes les lumières s'éteindraient. Depuis, presque plus personne ne conteste que, avec des économies d'énergie, l'utilisation de la chaleur des centrales et des sources d'énergie qui se régénère, il existe bien des alternatives technologiques, qui d'ailleurs sont en même temps plus économiques. Mais il s'est avéré que l'introduction de telles alternatives n'est aujourd'hui pas « faisable », tout simplement parce qu'elles entrent en collision avec les intérêts de croissance des trusts de l'énergie, de l'économie et des politiciens qui leur sont dévoués, donc que finalement ce sont des questions de pouvoir politique qui sont déterminantes.

La même expérience a été faite par les personnels qui, ces dernières années, face à l'augmentation de la production pour l'armement et aux menaces de licenciements en masse, ont fait des propositions de productions alternatives. Eux aussi ont dû se rendre compte que finalement ce n'était pas le manque d'alternatives techniquement réalisables et rentables au niveau de l'ensemble de l'économie qui rendait impossible l'abandon d'une logique de production basée sur le profit, mais que c'était tout simplement le refus des entrepreneurs et de l'Etat d'investir dans des productions qui s'opposent aux objectifs de croissance des trusts de l'armement et de l'énergie, ou qui sont « inintéressantes » pour des raisons de débouchés sur le marché mondial.

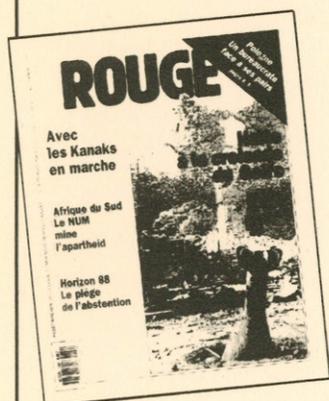
Dans ce contexte, nous aussi savons qu'entre ce que nous avons concrétisé dans ce programme sous forme de mesures immédiates technologiquement et financièrement faisables, en nous appuyant sur de tels mouvements, et ce qui apparaît faisable politiquement vu les rapports de forces sociaux donnés, il y a un gouffre énorme. C'est pourquoi il faut avouer que ce programme de restructuration a un caractère ambigu : il s'oriente d'après ce qui apparaît nécessaire et faisable vu la production de richesse actuelle et vu les alternatives technologiques existantes, mais pas du tout d'après ce qui, vu le paysage politique donné, apparaît politiquement faisable et réalisable au niveau de l'Etat. Si nous prenons au sérieux les revendications avancées dans ce programme, nous devons concéder que nous n'avons pas présenté un programme de gouvernement pour les prochaines années, mais « simplement » un programme pour renforcer les mouvements d'opposition sociaux de notre époque.

Christian Schmidt

Traduction de Jean-Pierre Renard

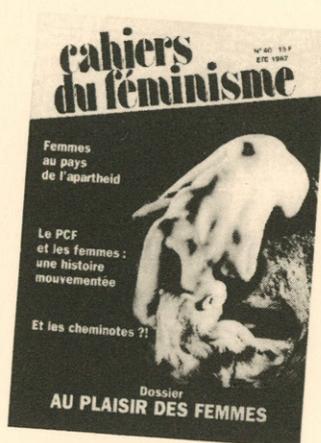
ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA ICR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste			
		450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE			
		160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an			
		150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)			
		65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an			
		250 F	250 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	
Nom..... Prénom..... Adresse..... Formule choisie Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80			

Lisez les publications de la LCR et de la IV^e Internationale



Rouge

Chaque semaine, un éventail d'analyses, de dossiers, d'enquêtes, d'interviews, de tables rondes sur la politique, le syndicalisme, la lutte des femmes, la culture, l'écologie, l'antimilitarisme, l'idéologie. Dans les principaux kiosques et auprès des militants. *Hebdomadaire de la LCR. 8 francs.*



les Cahiers du féminisme
Un « cas » dans le domaine des publications féministes : depuis dix ans, cette revue illustre de manière très vivante les questions que soulève l'oppression des femmes en France et dans le monde. Un dossier par numéro. A la rentrée, grande fête du dixième anniversaire. Abonnez-vous vite avant la prochaine hausse des tarifs, qui n'avaient pas bougé depuis quatre ans. *Trimestriel. 15 francs.*

Inprecor

Bi-mensuel d'actualité internationale, qui suit au plus près les principaux événements grâce à un dense réseau de correspondants militants. Nicaragua, Pologne, Brésil, Liban, Corée du Sud, Pérou, URSS, Afrique du Sud, Philippines sont quelques-uns des pays qui font régulièrement l'objet d'analyses et de reportages. Des revues équivalentes existent dans d'autres langues : anglais (*International Viewpoint*), polonais (*Inprekor*), tchèque, allemand, espagnol. Signalons en outre la publication d'une revue en arabe, *Al Mitraka*.



IV^e Internationale

Trimestriel qui aborde de manière très approfondie des problèmes théoriques, aussi bien liés à l'histoire du mouvement ouvrier qu'en prise directe sur l'actualité. Parmi les sujets récents abordés, citons : Israël, Palestine, quel avenir ? la crise économique en Pologne ; mouvement ouvrier et crise économique ; mobilisation de masse et organisation ouvrière en Afrique du Sud ; le nationalisme révolutionnaire ukrainien ; l'extrême gauche dans les pays capitalistes ; lutte des femmes et axes de résistance.



Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 à 20 h

Achetez-y
tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis. 75011 Paris.
Tél : 43 67 63 57

A paraître aux éditions La Brèche-PEC

Stratégie et parti

Daniel Bensaïd

Mise en vente en septembre (collection Racines)

Ce livre propose une vision historique des débats sur la conception du parti ouvrier, depuis les écrits de la 1^{ère} Internationale jusqu'à aujourd'hui. Il aborde la question de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, les rapports à l'Etat et les termes de cette discussion, avant et après Mai 68.

Travail des femmes, pouvoir des hommes

Ouvrage collectif réunissant des contributions de spécialistes américaines et françaises sur l'origine et l'histoire de la différenciation des rôles sexuels et de l'inégalité entre les sexes.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Redaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tel : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551